

LE DEVOIR

Vol. LXXXVII - No 169

MONTREAL, LE 22 JUILLET 1996

88c + TPS + TVQ / Toronto 18

PERSPECTIVES

Pétition pour une vengeance

La peine de mort n'est pas une panacée aux meurtres crapuleux

Horrifiés par le meurtre crapuleux d'une jeune concitoyenne, des gens de Sherbrooke viennent de lancer une pétition pour le rétablissement de la peine de mort au Canada. Dans la région voisine de Disraeli, où un couple a aussi subi une mort horrible, une pétition circule également, demandant des «ajustements» en matière criminelle, sans évoquer l'antique loi du talion.

«Ce n'est pas en criant vengeance que nous allons régler les choses. Si Isabelle pouvait parler aujourd'hui, elle nous dirait: "Faites pas ça", a déclaré M. Marcel Bolduc, le père de la jeune victime, se dissociant de la démarche vengeresse. «Si les gens aiment Isabelle, qu'ils s'impliquent avec nous dans la Fondation Isabelle-Bolduc. Notre objectif, à la Fondation, c'est de nous attaquer aux libérations conditionnelles et de sécuriser les femmes qui marchent dans la rue. C'est pas en créant une justice parallèle qu'on va régler les problèmes. Au contraire, ça va en soulever d'autres.»

Réaction semblable des parents et amis du couple Parent-Beaulieu, lançant un fonds pour contrer l'escalade de la violence gratuite, demandant une application plus rigoureuse des lois, surtout dans les cas de récidive, et une surveillance plus étroite des libérations conditionnelles.

Dans les deux cas, des récidivistes sont en cause. Que des ajustements soient nécessaires, que les mécanismes correctionnels ou relatifs aux libérations conditionnelles soient révisés, on en convient aisément. La comme ailleurs, il y a des failles et des carences, des risques à assumer. Mais les solutions ne sont pas simplistes ou magiques. La panique conduit à des réactions excessives. Il n'y a pas de panacée.

Si un seul innocent était pendu après le rétablissement de la peine de mort, comme dit M. Bolduc, ce serait déjà un innocent de trop. C'est vrai qu'Isabelle est une innocente qui est morte gratuitement. Mais il ne faut pas réagir avec colère. On ne peut pas régler la violence par la violence.

Ce père éploré a tout à fait raison. Sa réaction est admirable. Mais la majorité n'est pas aussi modérée. Selon le vox pop de *La Presse*, jeudi dernier, deux lecteurs sur trois sont plutôt d'accord pour le châtiment ultime. Si intolérable soit-elle, la peine de mort continue donc de faire des millions d'adeptes. La moitié des Canadiens serait favorable au rétablissement de la peine de mort, estimant que la peine capitale exerce un effet dissuasif sur les éventuels meurtriers et peut faire baisser le taux de criminalité.

C'est ce que prétend, en tout cas, le Parti réformiste, qui a fait inscrire au feuillet, l'an dernier, un projet de loi demandant un référendum sur le rétablissement de la peine de mort. Le gouvernement Chrétien s'y oppose fermement, avec raison, ainsi que l'Opposition officielle à Ottawa, celle du Bloc québécois. A vrai dire, seuls les réformistes, et quelques adeptes égarés dans les autres partis représentés à Ottawa, préconisent cet épouvantable retour en arrière.

Il a été démontré tant et plus que la peine capitale n'a aucun effet dissuasif sur le crime. Si tel est le cas, elle ne se justifie pas. Ça devient de la vengeance, et un système judiciaire basé sur la vengeance n'est pas compatible avec une société civilisée. Il n'est pas vrai que les criminels, d'habitude ou non, pensent aux conséquences de leurs actes sur les autres et sur eux-mêmes. Il n'est pas vrai non plus que l'effet dissuasif de la peine de mort jouerait de façon substantielle. Même les crimes les plus horribles — et le Québec en a son terrible lot cet été — ne justifient pas moralement l'exécution. En tout état de cause, l'Etat, que ce soit au Canada ou partout ailleurs dans le monde, ne peut enlever la vie à qui que ce soit, même au plus affreux criminel. Une majorité d'Etats américains, 35 en fait, aux dernières nouvelles, imposent le châtiment ultime ou l'ont rétabli. Mais les crimes les plus horribles y font plus que jamais de nombreuses victimes. L'antique loi du talion — œil pour œil, dent pour dent — n'est pas la solution dans une société civilisée; elle ne fait pas le poids à côté de la prévention, des programmes d'aide et d'emploi, de la réhabilitation.

Quand la violence fait des ravages partout et que l'insécurité augmente, la tentation est grande de s'imaginer qu'il suffirait d'éliminer quelques indésirables pour que la vie en société redevienne — comme dans *La petite maison dans la prairie* — harmonieuse, paisible et agréable. Facile et trompeur, le châtiment ultime n'en vaut pas la peine. La vraie solution n'est pas simple et unique, mais complexe et multiple.

Faire croire qu'un référendum résoudrait, même en partie, l'angoissant problème de la criminalité violente et assassine, c'est leurrer les Canadiens. La magie du populisme et l'alchimie démagogique entretiennent la peur. Même l'humain le plus inhumain a le droit de vivre. L'Etat ne peut, si légalement que ce soit, tuer. Fût-il sanctionné par la loi, un meurtre est un meurtre et demeure barbare.

Le Canada a aboli la peine de mort il y a 20 ans. Cette décision sage et sensée ne peut être remise en cause, quels que soient les remous d'une opinion publique ameutée par des drames répugnants et par des politiciens en mal de populisme démagogique.

INDEX	MÉTÉO
AgendaB7	Montréal
Avis publicsB3	Ciel variable.
Petites annonces A4	Max: 26
CultureB8	Québec
Économie.....B2	Ciel variable.
Éditorial.....A6	Max: 24
Le monde.....A5	Détails en B3
Mots croisés.....A4	
Les sports.....B4	

L'ENTREVUE

Jacques Lacoursière, l'historien raconteur

PAGE B 1



LES ACTUALITÉS

L'humour douteux du Monde selon Dieu

PAGE A 4

LE MONDE

Crash de TWA: la météo facilite les recherches

PAGE A 5

Le «déluge» a fait au moins 10 morts



PHOTO PC

La rivière Chicoutimi a envahi les rues de la ville du même nom et la rupture éventuelle d'un barrage laissait craindre le pire hier soir.

On se sent petit, tout petit

«On voit ça à la télé, mais on ne pense pas que ça peut nous arriver»

ISABELLE HACHEY COLLABORATION SPÉCIALE

Chicoutimi — Des routes coupées en deux, des maisons à la dérive, d'autres dont l'eau s'échappe en torrent des portes et des fenêtres. La scène est impressionnante, presque apocalyptique, et se répète dans plusieurs villes et villages de la région du Saguenay depuis samedi.

Pendant que les autorités des différentes municipalités touchées par la crue spectaculaire des eaux n'en finissent plus de constater les dégâts, les sinistrés, eux, n'en reviennent pas encore. On se sent petit, tout petit, devant tout cela.

Barbara Lapointe a 24 ans et demeure depuis toujours au bord de la rivière Chicoutimi. Mercredi dernier, sous le soleil, elle regardait passer les canards, assise sur un quai, les pieds dans l'eau. Hier, sa maison était en grande partie sous l'eau. Et le quai flottait... dans la rue, en face.

«Il n'y aura plus d'arbres, plus de fleurs. Des toits de maisons flottent dans la rue, raconte-t-elle. J'étais tellement fière d'habiter là, je me considérais tellement choyée. Je suppose que c'est le prix à payer pour avoir habité un si bel endroit pendant toutes ces années...»

D'abord sous le choc d'avoir tout perdu en quelques heures, elle philosophe maintenant: «C'est dans ces moments-là qu'on apprend ce qui est vraiment le plus important. Le matériel peut toujours être remplacé.»

Audrey Desbiens, qui habite le centre-

VOIR PAGE A 8: PETIT

■ Quinze mille sinistrés au Saguenay ■ Les gouvernements mettent au point des mesures exceptionnelles

FRANÇOIS NORMAND LE DEVOIR

La catastrophe naturelle qui frappe le Saguenay, Charlevoix et la Côte Nord depuis maintenant plusieurs jours a atteint un niveau tel de destruction que les premiers ministres Lucien Bouchard et Jean Chrétien se sont rendus hier à Jonquière afin d'évaluer la situation qualifiée d'ores et déjà d'apocalyptique.

Le premier ministre du Québec — et député de Jonquière — préside quant à lui aujourd'hui, à Québec, un conseil des ministres d'extrême urgence afin d'évaluer de quelle façon le gouvernement viendra en aide aux régions sinistrées.

Au moins dix personnes ont perdu la vie à la suite des pluies diluviennes et du mauvais temps depuis les derniers jours. Dans Charlevoix, trois amateurs de voiles ont péri noyés; leur disparition était signalée depuis vendredi soir. Sur la Côte Nord, à Rivière-Pentecôte — à 80 km au

sud-ouest de Sept-Îles —, quatre personnes ont perdu la vie dans un accident automobile, dont un enfant et ses deux parents.

A l'heure d'aller sous presse, une fissure importante dans le barrage Arnaud — le troisième barrage sur la rivière Chicoutimi — était signalée par les autorités et la Sûreté du Québec. L'ordre d'évacuation a été décidé vers 19h15. Tous les habitants demeurant sur les bords de la rivière Chicoutimi et au centre-ville de Chicoutimi ont été évacués rapidement. Des centaines de personnes se sont massées sur les hauteurs de la ville pour échapper aux flots.

Les régions de l'Est du Québec sont, dans certains cas, complètement paralysées et isolées du reste de la province à la suite du débordement de plusieurs rivières, de glissements de terrain, de la fermeture de routes, de ruptures de lignes téléphoniques et de l'alimentation électrique.

On dénombre une multitude d'affaissements de routes et de voies ferrées dans l'Est du Québec. Plusieurs routes ont dû être fermées (voir page A 3). Les deux principaux liens routiers entre Jonquière et Chicoutimi sont coupés, à la suite d'affaissements sur la route 170 et le boulevard Saguenay.

Au total, entre 10 000 et 15 000 personnes ont dû être évacuées au Saguenay, selon la Sécurité civile. Des centaines de maisons ont été inondées ou emportées par les courants forts, entre autres en bordure de la rivière Chicoutimi, à Laterrière, à Chicoutimi et à Jonquière. Plusieurs secteurs éprouvent des difficultés d'approvisionnement en eau potable.

VOIR PAGE A 8: MORTS

■ Autres informations en page A 3
■ Le commentaire de Jean-Robert Sansfaçon en page A 6

Deux bronze pour le Canada



■ La cycliste Clara Hughes gagne la médaille de bronze à l'épreuve sur route, une première dans l'histoire du cyclisme féminin aux Jeux olympiques.

■ Le nageur albertain Curtis Myden termine troisième à l'épreuve du 400 mètres quatre nages.

VOIR PAGES B 4 ET B 5

Le Pays de mon père

La rencontre de Mathilde

VICTOR-LÉVY BEAULIEU

Septième épisode du feuilleton de VLB écrit spécialement pour les lecteurs du *Devoir*

Dans le fin bout du huitième rang de Saint-Jean-de-Dieu, la maison de ma mère est restée telle qu'elle a toujours été, toute grise dans son lambris de bardeaux et comme aveugle à cause de cette fenêtre qu'on a obstruée sur la façade. Mon père l'a regardée sans rien dire puis il a baissé la vitre de la portière, il y a passé la tête et, tirant la langue, il s'est mis à laper la neige qui tombe. J'ai regardé Samm, n'osant demander à mon père le sens de ce qui me paraît être un bien étrange rituel. La vitre de la portière remontée, mon père dit:

— Plutôt que de faire ferrer ses chevaux à Saint-Jean-de-Dieu chez le bonhomme Soulard, ton

grand-père Bartholomée préférerait, peu importe le temps, descendre aux Trois-Pistoles. Il se faisait toujours accompagner par quelques-uns de ses garçons, tous aussi sauvages que le pays qui les avait vus naître. Ils étaient courts de bras et de jambes, avec des corps aussi trapus que les épinettes noires peuplant l'arrière-pays. Mais comme dans toute famille, il y avait une exception, ta mère Mathilde.

— Tu l'as connue comment?

— La première fois que je l'ai vue, j'étais en train de défardocher le long de la boutique de forge de mon père. Elle portait un chapeau fleuri, une robe fleurie et des gants sans doigts comme le voulait alors la coutume. Ce fut bien davantage qu'une apparition pour moi, mais comme l'expression même de tout ce que j'avais désiré dans ma

vie. J'ai laissé tomber ma serpe au milieu de la fardoche, j'ai couru jusqu'au boghei, y arrivant juste à temps pour tendre ma main jusqu'à ta mère afin de l'aider à descendre. Attachés derrière le boghei, il y avait quatre gros perchons qui racleaient la terre de leurs pattes velues. Bartholomée et mon père les ont menés à la boutique de forge, nous laissant seuls, Mathilde et moi, l'un devant l'autre. Mathilde était si gênée que je n'ai pas osé l'inviter à entrer dans la maison où ma mère lui aurait offert du thé et des biscuits Village. J'ai simplement montré la rue Vézina à Mathilde et je lui ai dit: «Si vous voulez, ça serait simple qu'on marche un peu.» Mais Mathilde est partie devant moi comme si elle avait eu le diable à ses trousses. Je l'ai rattrapée aux confins du Petit-Canada, juste devant Chez Charlot.

VOIR PAGE A 8: MATHILDE

• LES ACTUALITÉS •

Les affluents des cours d'eau dévastés sont essentiels à la survie des espèces aquatiques

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

Les affluents des cours d'eau, que le Québec dévaste systématiquement depuis une génération dans ses zones habitées et tout particulièrement en milieu agricole, sont en réalité des écosystèmes plus productifs et plus essentiels à la survie des espèces aquatiques que le cours d'eau principal sur lequel se concentrent généralement les politiques de protection environnementale.

Telle est l'étonnante conclusion à laquelle est parvenue une équipe de neuf chercheurs de quatre universités québécoises lors de travaux sur le terrain accomplis l'an dernier sur la rivière Sainte-Marguerite, entre Tadoussac et le lac Saint-Jean. Leurs conclusions apparaissent dans la dernière livraison de *Salmo Salar*, la revue de la Fédération québécoise du saumon atlantique, laquelle a d'ailleurs financé une partie importante de ces recherches en collaboration avec Alcan.

Cette conclusion jette un éclairage inquiétant sur les conséquences environnementales cumulatives du déboisement, du redressement, du creusement et de la «consolidation» avec blocs de roche de 40 300 km de petits cours d'eau que Québec a ainsi rayés de la carte biologique en 28 ans avec le programme Sol-Plus du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Ce total incroyable de 40 300 km de cours d'eau totalement artificialisés à la «pépine» et à la pelle mécanique est apparu pour la première fois dans le dernier bilan environnemental du Québec après avoir été divulgué quelques années plus tôt par *Le Devoir*.

Loin de faire marche arrière pour les restaurer, le ministère de l'Environnement et de la Faune (MEF) a lui-même court-circuité en 1993 l'obligation inscrite en 1989 par le législateur dans la Loi de l'environnement en cessant d'exiger, faute de person-

nel et de temps, un examen préalable des travaux «d'entretien» des cours d'eau déjà réduits à l'état de fossés agricoles, et cela, juste au moment où la nature recommence à y affirmer ses droits.

Le MEF accorde ainsi aux municipalités depuis 1993 la permission de procéder sans étude d'impacts à leurs projets «d'entretien» si elles s'engagent à suivre ses exigences, lesquelles ne sont pas suivies sur des aspects essentiels, selon le bilan dressé par le ministère à propos des travaux de l'an dernier.

Exigences

Selon ce bilan, 12 directions régionales du MEF ont autorisé l'an dernier 142 projets «d'entretien» de cours d'eau en milieu agricole. Le MEF ne pouvait pas dire hier la longueur totale des cours d'eau ainsi artificialisés une deuxième fois. Dans la majorité des 45 projets inspectés, les exigences relatives aux études géotechniques, à l'ensemencement des talus, à la plantation d'arbres et à la protection des rives ont été mal ou pas respectées.

Selon Marco Rodriguez, un chercheur du département de biologie et des sciences de la santé de l'Université du Québec à Rimouski, les conclusions de cette étude devraient s'appliquer à tout le moins aux salmonidés des rivières du sud de la province.

Cette recherche, dit-il, permet d'entrevoir les «conséquences importantes d'interventions humaines» dont les conséquences n'ont pas été préalablement mesurées dans les cours d'eau de petite taille.

La recherche de l'été dernier, selon le bilan publié par Salmo Salar, indique que la densité des tacons (très jeunes saumons) est plus élevée dans les «tributaires» (affluents) que dans la branche principale du cours d'eau.

À la fin de l'été, ont aussi noté les chercheurs, les jeunes pois-

sons de même longueur avaient une masse corporelle plus élevée dans les tributaires que sur le cours d'eau principal, et leur condition était meilleure, en général.

«Ces résultats, écrivent les chercheurs, suggèrent que la qualité d'habitat offert par les tributaires, qu'elle soit jugée à partir de la densité ou de la condition physique des tacons, semble supérieure à celle des branches principales.»

Ils expliquent le phénomène par le fait que le couvert végétal plus dense des petits tributaires protège mieux les poissons contre les prédateurs, comme le bec-scie, leur fournit beaucoup plus d'insectes et les oblige à dépenser moins d'énergie car le courant y est moins fort.

Ces plus petits cours d'eau, ajoute M. Rodriguez en entrevue, sont en réalité les châteaux forts de la diversité biologique en raison de l'adaptation de chaque population de poissons aux caractéristiques de chaque ruisseau ou tronçon de rivières. Faire disparaître ces milieux engendre un important appauvrissement du capital génétique des cours d'eau et accentue leur faiblesse devant d'autres agressions.

Le sous-ministre adjoint du MEF aux Opérations régionales, Robert Lemieux, a réagi avec surprise à ces données, précisant que cela pourrait provoquer une «réévaluation» de certaines politiques dans ce domaine.

Déjà, a-t-il dit, le MEF a entrepris de resserrer le système fort libéral qui permet aux municipalités «d'entretenir» les cours d'eau que le sous-ministre qualifie de «déjà morts», sans étude préalable d'impacts.

M. Lemieux convient que le Québec, qui arrive assez peu à faire respecter sa politique de protection des rives, qui laisse construire des trappes à sédiments dans les cours d'eau et n'en exige aucune dans les fossés agricoles et qui ne s'est jamais défini un minimum d'habitats aquatiques à conserver sur les cours d'eau, a «encore du travail à faire» de ce côté...

E N B R E F

CERTIFICATS-FORÊTS

Ottawa (PC) — L'industrie forestière canadienne a mis sur pied un nouveau système destiné à convaincre les clients étrangers que les forêts du Canada sont gérées de façon équitable. Mais certains écologistes ne sont pas convaincus de l'efficacité du système. À la demande de l'industrie forestière, l'Association canadienne de normalisation commencera à fournir des certificats aux entreprises qui respectent les principes de développement durable. Les entreprises pourront alors montrer ces certificats aux clients qui se préoccupent de la qualité de l'environnement. Les critères utilisés pour la certification ont été approuvés la semaine dernière par presque tous les membres d'un comité technique, dit Ahmad Hussein, de l'association de normalisation. «Cela indique un niveau de consensus sans précédent», a-t-il déclaré en entrevue. Le comité est formé de représentants d'organismes industriels, gouvernementaux et non gouvernementaux, dont certains groupes écologiques, dit-il. Selon M. Hussein, l'industrie forestière est soumise aux pressions des Canadiens qui s'inquiètent de la gestion des forêts du pays tout autant qu'à celles des clients étrangers.

WESTRAY: MÉNAGE

Halifax (PC) — S'il devait réaliser son vœu le plus cher, l'avocat chargé de représenter les familles des 26 victimes de la mine Westray, Brian Hebert, ferait tomber certaines têtes. Devant la commission d'enquête qui tente d'expliquer l'explosion, en 1992, de la mine de Plymouth, en Nouvelle-Écosse, M. Hebert réclamera, aujourd'hui, un «ménage bureaucratique» parmi les fonctionnaires gouvernementaux. «Des personnes compétentes doivent occuper ces postes», fait-il valoir, à la veille de la dernière journée des audiences à Stellarton, en Nouvelle-Écosse. Si l'avocat refuse d'identifier un ministre en particulier, il fait peu de doute que les fonctionnaires du ministère néo-écossais du Travail, chargés de la sécurité dans la mine, sont les premiers visés. D'anciens mineurs de Westray ont soutenu devant la commission que les inspecteurs du ministère avaient ignoré à répétition les infractions au code de sécurité de la mine, maintenant fermée. À leur tour, les inspecteurs ont mentionné qu'ils n'avaient pas un équipement assez sophistiqué pour travailler dans la mine. Ils se disaient aussi trop peu nombreux et mal soutenus.

LA GRC ACCUSE

Ottawa (PC) — La Gendarmerie royale du Canada déposera des accusations contre une firme californienne accusée d'avoir fourni illégalement des travailleurs russes à une entreprise de haute technologie canadienne. Le département de l'immigration et des passeports de la GRC entend accuser la société Inter-Continental Software (ICS) de Palo Alto, en Californie, relativement à l'arrestation, en mai 1995, de huit programmeurs russes. Les informaticiens étaient employés par l'entreprise Corel d'Ottawa, a indiqué le sergent Gord Finck. Corel, qui a embauché les Russes par le biais de ICS, n'a reçu qu'un avertissement puisque les hommes étaient officiellement employés par ICS, a mentionné M. Finck. La société californienne et son propriétaire, Mike DeLyon, seront accusés d'avoir enfreint la loi canadienne sur l'emploi. Selon un porte-parole de Corel, les Russes, munis de visas de visiteurs, sont arrivés au Canada en novembre 1994. Installés dans des appartements d'Ottawa, ils ont collaboré au développement de logiciels informatiques.

CADAVRE REPÊCHÉ

(PC) — Les secouristes ont repêché le cadavre de l'une des trois personnes portées disparues depuis vendredi dans les eaux du fleuve Saint-Laurent, hier midi, à la hauteur de l'île-aux-Pommes, en face de Trois-Pistoles, dans le Bas-Saint-Laurent. Les secouristes ont aperçu le corps depuis l'appareil Hercules des Forces armées canadiennes à bord duquel ils prenaient place. La dépouille a été transportée à bord du Georges-Tearks, le navire de la garde côtière qui patrouille l'embouchure de la rivière Saguenay à la recherche du voilier *Le Belle-Isle* et de ses trois occupants. Hier en fin d'après-midi, le corps repêché n'avait pas été formellement identifié, tandis que les recherches se poursuivaient.

GROS SPAGHETTI

Albissola Marina (Reuter) — Trois mille Italiens ont avalé 301 kilos de spaghetti mêlés à 200 kilos de sauce tomate hier à Albissola Marina, lors d'un festin pantagruélique qui pourrait figurer au Livre des records. Quinze cuisiniers avaient mitonné les pâtes dans une chaudière de six mètres. Un habitant a réussi à aspirer plus de deux kilos de spaghetti. Les organisateurs du festin vont communiquer les détails de l'exploit aux experts du Livre des records pour tenter de faire homologuer le leur. Les spaghetti ne figurent pas encore dans les tablettes du Livre des records. Il comporte néanmoins une rubrique lasagnes: il en avait été fabriqué 3,17 tonnes en 1993 aux États-Unis.

PROPOSITION INDÉCENTE

Tercel
SPORT



Par mois
location
48 mois*

222 \$
0 \$ COMPTANT
transport et préparation en sus



• Radiocassette
AM-FM à 4 haut-parleurs

• Roues
en alliage d'aluminium

• Aileron
arrière de couleur assortie

• Suspension
à calibrage sport

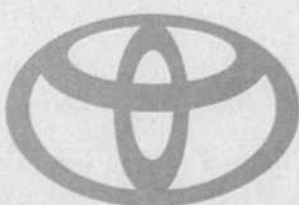
• Jupes latérales

• Pneus Yokohama 185/60/R14

PLUS: moteur 4 cylindres à 16 soupapes, direction assistée, pare-chocs de couleur assortie, rétroviseurs latéraux à télécommande, etc...

* Bail à long terme avec option d'achat sur le modèle Tercel Sport AC56LH-EA. Coût total du bail 12 143,04\$. Le concessionnaire peut offrir un bail à prix moindre. Location au détail aux clients admissibles sur approbation de Toyota Crédit Canada Inc. Taxes, transport et préparation en sus. Premier versement de 252,98\$ et dépôt de sécurité de 275,00\$ requis au moment de l'achat. Franchise de 96 000 km; frais de 7¢/km excédentaire. Location de 24 et 36 mois également offertes. Offre valable jusqu'au 31 juillet 1996. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails.

Votre concessionnaire



TOYOTA

T U M ' É P A T E R A S T O U J O U R S !

VOTRE CONCESSIONNAIRE

BOUCHERVILLE

Toyota Dorval
655-2300

BROSSARD

Brossard Toyota
445-0577

CANDIAC

Candiac Toyota
659-6511

CHAMBLY

Chambly Toyota
658-4334

CHATEAUGUAY

Châteauguay Toyota
692-1200

ILE PERRÔT

Île Perrot Toyota
453-2510

JULIETTE

Juliette Toyota
759-3449

LACHINE

Soreil Lexus Toyota
634-7171

LACHUTE

Lachute Toyota
562-6662

LAVAL

Chomedey Toyota
587-2634

LAVAL

Vincennes Lexus Toyota
688-2710

LONGUEUIL

Longueuil Toyota
674-7474

MONT-LAURIER

Claude Auto
623-3511

MONTREAL

Alix Toyota
376-9191

MONTREAL

Chassis Toyota
627-3411

MONTREAL

Houle Toyota
351-5010

MONTREAL

Lexus Toyota Gabriel
749-7777

MONTREAL

Toyota Centre-Ville
935-6354

MONTREAL

Toyota Prix IX
329-6969

POINTE-CLAIRE

Fairview Toyota
694-1510

REPENTIGNY

Repentigny Toyota
581-3540

ST-EUSTACHE

Toyota St-Eustache
473-1872

ST-HYACINTHE

Aigiers Toyota
774-9191

ST-JEAN

Déry Toyota
359-9000

ST-JEROME

Toyota St-Jérôme
439-1255

ST-LEONARD

St-Léonard Toyota
252-1373

STE-AGATHE

Toyota A Ste-Agathe
326-1344

STE-THERESE

Blainville Toyota
435-3685

SHAWINIGAN

Mauricie Toyota
539-8393

SOREL

Automobile
Pierre Lafabre
742-4596

TERREBONNE

Automobiles
L.G. Laville
471-4117

TRIS-RIVIERES

Tris-Rivières Toyota
374-5323

VALLEYFIELD

G. Couillard
Automobiles
373-8850

VERDUN

Woodland Toyota
761-3444

SOLUTION
TOYOTA

GARANTIE 6 ANS
KM ILLIMITÉ
DISPONIBLE

PEA

• LES ACTUALITÉS •

Québec et Ottawa s'engagent à dédommager les sinistrés

Les remboursements pourraient atteindre 70 %

FRANÇOIS NORMAND
LE DEVOIR

Les compagnies d'assurances ne couvrant pas les dégâts dus aux catastrophes naturelles, les gouvernements du Québec et du Canada s'engagent à dédommager les personnes sinistrées à la suite de la catastrophe naturelle qui frappe actuellement plusieurs régions du Québec et tout particulièrement le Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Le conseil des ministres qui a lieu aujourd'hui à Québec abordera les questions concernant l'aide financière qu'on va donner aux sinistrés. Le premier ministre Lucien Bouchard, qui a annulé de toute urgence ses vacances en Californie, est arrivé hier à Jonquière pour évaluer les dégâts. En ce qui a trait à la contribution gouvernementale, celle-ci pourrait — pour chaque sinistré — aller jusqu'au remboursement de 70 % des pertes matérielles encourues, jusqu'à concurrence d'un maximum de 50 000 \$.

Ressources suffisantes?

Le vice-premier ministre Bernard Landry a souligné hier à Jonquière qu'il faudrait évaluer de prime abord si les ressources régulières du gouvernement seront suffisantes pour subvenir à tous les besoins engendrés par cette catastrophe sans précédent dans l'histoire du Québec.

Le ministre des Transports Jacques Brassard soutient pour sa part qu'il faudra procéder à l'évaluation minutieuse de tous les dégâts avant de pouvoir chiffrer les coûts de cette catastrophe. «Il faudra faire un réaménagement budgétaire de taille afin de répondre à cette crise», a-t-il indiqué, estimant qu'il serait possible qu'on doive voter de nouveaux crédits.

Lors de son arrivée hier à Jon-



Plusieurs maisons comme celle-ci flottaient hier sur le Saguenay.

PHOTO PC

quière, le premier ministre Jean Chrétien a quant à lui déclaré que le gouvernement fédéral assumerait une partie des coûts de dédommagement et de reconstruction des zones dévastées par les inondations.

Il a souligné que son gouvernement participerait à 50 % du financement et que sa contribution pourrait aller jusqu'à 75 % et même plus, le cas échéant.

Les contrats d'assurance-habitation ne couvrent habituellement pas les dommages résultant des inondations, de l'infiltration de l'eau et des glissements de terrain.

Toutefois, certains contrats d'assurance-habitation incluent une

clause qui protège les assurés contre des dommages subis à la suite de refoulements d'égouts, causés par les pluies diluviennes. Par ailleurs, certains assurés pourraient également avoir droit aux frais de subsistance additionnels encourus pour se loger à l'extérieur de leur domicile.

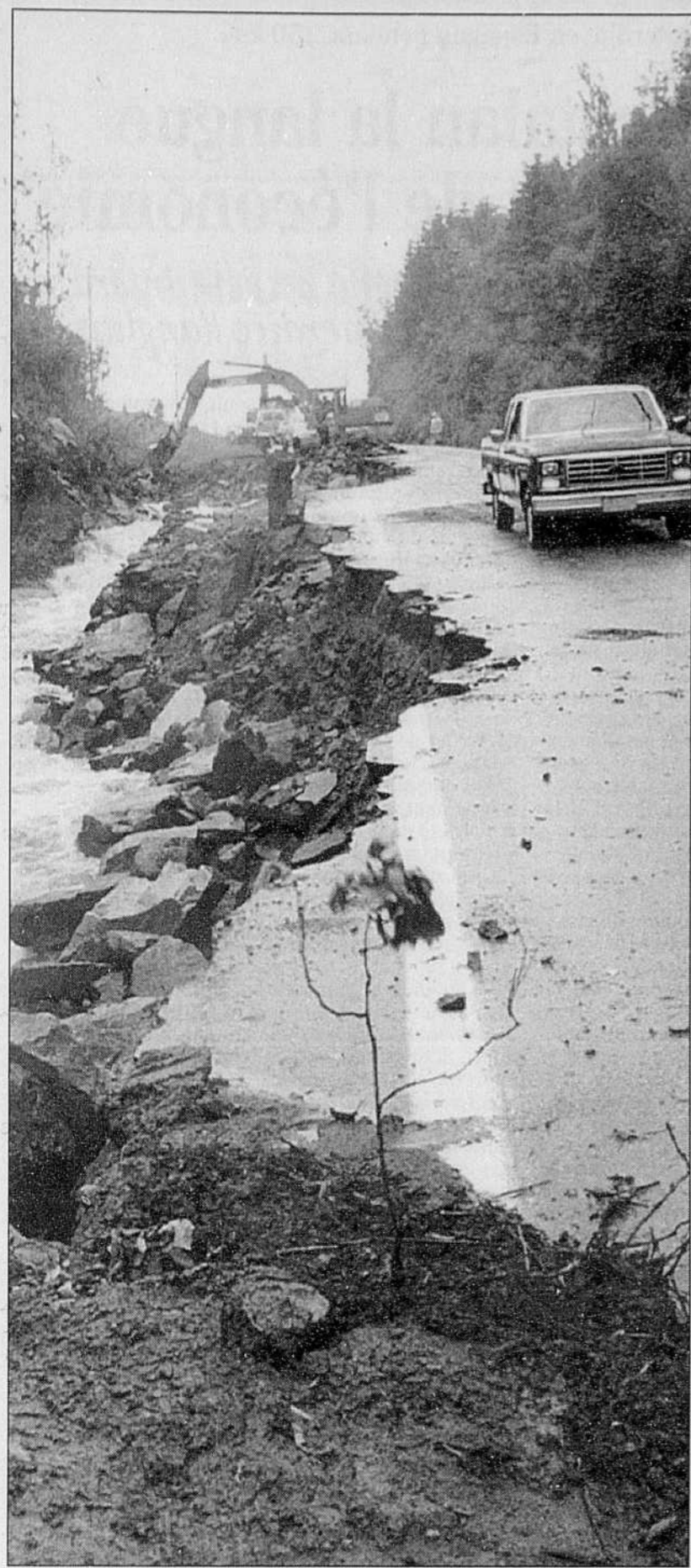


PHOTO PC

Après avoir été sérieusement endommagée par les pluies diluviennes, la route 138, qui traverse Charlevoix, a été en partie rouverte hier. Les automobilistes peuvent ainsi se rendre à Baie-Sainte-Catherine pour embarquer sur les traversiers.

Dix routes fermées

Elles le resteront pour une période indéterminée

FRANÇOIS NORMAND
LE DEVOIR

À la suite des graves inondations qui ont touché plusieurs régions de la province, Transport Québec a procédé à la fermeture de dix routes pour une période indéterminée.

Tout d'abord, la route 138, à Saint-Fidèle-du-Mont-Murray, a été rouverte hier à deux voies et les automobilistes peuvent se rendre à Baie-Sainte-Catherine pour embarquer sur les traversiers.

Par contre, entre Tadoussac et Forestville, les usagers de la route doivent présenter une preuve de résidence dans le secteur et ils seront escortés par une patrouille de la Sûreté du Québec.

Même si la route n'est pas fermée, elle est endommagée à plusieurs endroits.

La route 170 reliant les villes de Saint-Siméon et de Chicoutimi est fermée pour une période indéterminée. La route 172 est fermée de Tadoussac à Chicoutimi. La route 381,

de Saint-Urbain à Chicoutimi, est également fermée ainsi que la 362. La route 369, en direction de la ville de Sainte-Catherine de la Valcartier, est également fermée.

La route 175, dans le parc des Laurentides, est fermée en direction nord. La circulation est cependant permise en direction sud à partir de la jonction avec la route 169.

Quant à la route 169 (surnommée le petit parc), en direction nord, vers Alma, elle aussi est fermée pour une période indéterminée.

Sur la Côte Nord, la route 389, qui relie Baie-Comeau et La Manic, est également fermée.

En Mauricie, la route 155 reliant Shawinigan et La Tuque est fermée, mais pourrait être rouverte bientôt.

Afin de signaler des situations d'urgence, mais seulement d'urgence, veuillez contacter le 1-800-461-4121, et le étoile-4121 pour les abonnés à la téléphonie cellulaire.

Des centres d'hébergement

PRESSE CANADIENNE

À la demande des différentes municipalités touchées par les inondations, la division du Québec de la Croix-Rouge canadienne intervient activement pour aider les centaines de sinistrés.

À La Baie, les bénévoles de la Croix-Rouge ont pris en charge les sinistrés dans deux centres d'hébergement, sur la base de Bagotville et à la Polyvalente.

La Croix-Rouge est responsable de l'inscription des évacués et des renseignements, en plus d'apporter une aide matérielle sous forme de lits de camps, couvertures, trousseaux d'hygiène et oreillers.

À Chicoutimi, une vingtaine de bénévoles s'occupent depuis samedi des sinistrés au centre d'hébergement de l'Université du Québec à Chicoutimi.

À Jonquière, c'est la Polyvalente qui tient lieu de centre d'hébergement pour s'occuper des évacués, alors qu'à Laterrière, le centre d'hébergement a été installé au Centre du lac Pouce.

À Clermont, Rivière-Malbaie et La Malbaie, les bénévoles de la Croix-Rouge ont participé à la mise en place de trois centres d'hébergement afin de venir en aide à 32 évacués.

À Baie-Trinité, une équipe de bénévoles de la Croix-Rouge était dépêchée hier afin de mettre en place un centre d'accueil pour les évacués.

«Pire qu'un tremblement de terre»

PRESSE CANADIENNE

À La Baie, des soldats surveillent la ligne de démarcation entre la rue principale, la rue Bagot et la rivière qui coule à une vitesse folle plus bas, coupant deux quartiers en deux. Le pont, près de la grande scierie, tient bon malgré les agressions répétées des eaux en furie.

Un grand gars, l'air d'en connaître pas mal long, qui dépasse d'une tête son entourage, lance d'un ton sans réplique: «Craignez pas, ce pont-là ne lâchera jamais. Ils ont juste à laisser l'eau baisser...»

Les rues de Chicoutimi étaient quasi désertes hier. Les gens suivaient le cours de la tragédie à la télévision ou se rendaient eux-mêmes sur les lieux ravagés par la crue des eaux, à Laterrière, Chicoutimi, La Baie, Jonquière ou ailleurs. Les commentaires allaient bon train.

«C'est aussi pire qu'un tremblement de terre», dit l'un à sa compagne en re-

gardant l'eau s'écouler entre les maisons à Laterrière, en bordure du boulevard Talbot.

«J'étais ici hier et Jean-Claude me montrait avec fierté sa maison qu'il venait de réparer. Regarde-la aujourd'hui, il y a de l'eau jusqu'en haut des portes du garage», répond-elle. C'est un peu les réflexions et les commentaires que l'on entendait un peu partout dans la région avec ceux des personnes, surtout des hommes, qui ne se laissaient pas impressionner par la visite des politiciens, entre autres Jean Chrétien et Lucien Bouchard. «Ben voyons donc, tu sais bien que les politiciens vont encore se traîner les pieds et que les avocats vont s'en mêler et se remplir les poches», a lancé l'un d'eux.

Céline, la serveuse au restaurant, tend l'oreille vers le haut-parleur du plafond pour saisir les derniers développements reliés au déluge qui a dévasté plusieurs quartiers de la région de Chicoutimi-Jonquière et fait au moins 10 morts. La jeune fille sert machinale-

ment les clients, forçant un sourire, mais on sent bien que le cœur et l'esprit ne sont pas là.

«Je viens de recevoir un appel de ma tante, à La Baie, raconte-t-elle en remettant l'addition du repas. Elle et mon oncle ont eu juste le temps de partir avec un sac de jogging et une valise. La maison a été emportée peu après. Ma tante n'arrête pas de pleurer... Mon oncle est peintre... ses toiles étaient dans la remise.»

Céline vit un drame qu'une foule de ses concitoyens et concitoyennes partagent depuis les pluies torrentielles de vendredi et samedi. Mais pour elle comme pour plusieurs autres, la vie doit continuer.

La vie doit continuer, mais elle est difficile à supporter ces jours-ci. Rose Bolduc, une dame malade en fauteuil roulant, lit un journal sur le coin d'une table à l'Université du Québec à Chicoutimi. Plusieurs autres évacués attendent aussi dans la grande salle, la plupart l'air résigné.

Pluies diluviennes en Estrie

Sherbrooke (PC) — D'importantes pluies et de forts vents ont frappé l'Estrie, en fin de semaine, la région ayant en outre connu maintes pannes de courant.

Samedi, il est tombé 51 mm de pluie sur la région. Au cours de la nuit suivante, le niveau de la rivière Saint-François a atteint plus de 5 m à Sherbrooke, les autorités craignant un instant de devoir évacuer le centre-ville.

La Sûreté municipale de Sherbrooke a mis en branle la phase II de l'opération Chaloupe, une mesure habituellement nécessaire au printemps et l'hiver par temps de redoux davantage qu'au mois de juillet. Toutefois, le niveau de l'eau s'est stabilisé avant de redescendre. Le vent a provoqué passablement de dommages à Sherbrooke et dans les environs, ceux-ci se résument essentiellement à des arbres déracinés. Enfin, le courant a manqué à plusieurs reprises, bien que les pannes aient été de courte durée et sans conséquences majeures.

COPIE RAPIDE

Michel Rhéaume

- Service de télécopie (fax)
- Reliure
- Photocopie libre service
- Plastification
- Sortie couleur disquette
- Copie couleur de diapositives
- Estampes
- Laminage sur bois
- Développement photo

CARTES D'AFFAIRES 9,95 \$ du mille (compo en sus)

PHOTOCOPIE NOIR ET BLANC 2,5¢ à 5¢ prix sur quantité

PHOTOCOPIE COULEUR 79¢ prix sur quantité

480, boul. St-Laurent
Montréal (Québec)
843-9336 Fax: 843-9822
du lundi au vendredi 8h30 à 18h00
samedi de 10h00 à 14h00

Grande braderie estivale
Jusqu'à 40%

Venez profiter de nos «Prix fraîcheur» et obtenez une réduction allant jusqu'à 40% sur tous nos meubles et accessoires en inventaire.



Patrimoine

Centre Décor 440, 3932 Autoroute Laval Ouest, Laval, Québec H7T 2P7 (514) 687-6867

LES ACTUALITÉS

RÉLIGIONS

Le rire et le sacré (1)

L'humour douteux du Monde selon Dieu

Cette semaine et la semaine prochaine, il va être question du sacré et de l'humour. Festival Juste pour rire oblige. Alors, une petite vite de circonstance pour commencer? Bon, voilà. C'est l'histoire du vieux qui arrive au Paradis alors que Jésus remplace saint Pierre, en pause syndicale. L'homme frappe à la porte. Jésus l'entrebâille. «On m'a dit que j'avais une place réservée ici, explique le postulant. Je suis un vieux charpentier. Je n'ai eu qu'un seul fils qui a quitté la maison pour parcourir le vaste monde. Je suis donc parti à sa recherche. Tous le connaissent. Tous l'adoraient. On racontait son histoire aux enfants. On tourne encore des films sur sa vie exemplaire. Mais personne n'a pu me dire où il se trouvait. Je l'ai pleuré toute ma vie.» Alors, Jésus ouvre grande la porte (et les bras) en criant: «Papa!». Et le vieux charpentier lui répond: «Pinnocchio!».



Stéphane Baillargeon

«Elle est bonne? Hé bien, elle n'est pas racontée dans le spectacle *Le Monde selon Dieu*, présenté jusqu'au 27 juillet à l'Espace Go, dans le cadre du festival de l'humour. Mais il y en a d'autres, beaucoup d'autres, qui se veulent autrement plus drôles, mais qui ne le sont pas vraiment. De sorte que c'est finalement l'ensemble, pour ne pas dire la totalité, qui déçoit.

Il y est donc question de Dieu. Celui que tous les catholiques ont appris à visualiser dans le *Petit catéchisme en images*, un vieux barbu sur un nuage, entouré d'anges. Sauf que cette faune céleste se veut plus proche de *La Petite Vie* que des *Mystères de la Passion*. L'humoriste Claude Legault, alias Dieu, emprunte les lunettes de Popa et le langage des vendeurs de «minoues». «C'est un front la barbe pis les lunettes», explique-t-il d'ailleurs d'entrée de jeu, avant d'entamer une longue litanie de plaintes contre Sa créature, la bête humaine, l'homme d'aujourd'hui, «qui est un primate avec des clés de chars».

Suit une longue illustration par l'entremise des «sept péchés capitaux d'aujourd'hui, selon Dieu», qui vont du couple moderne aux Américains, en passant par la carrière, le politiquement correct ou le virage ambulatoire. C'est alors que tout se gâte, définitivement. Une version pour planches de la Bible en québécois, on aurait pu apprécier, à la rigueur, même si cela avait impliqué encore plus de «Mange de la m[blip]» et de «tabar[blip]». En lieu et place, le jeune Legault et ses complices comédiens proposent une série de petits sketches qui ne rient à rien, et qui n'ont en fait aucun rapport, ni avec Dieu ni avec Sa création, par ailleurs effectivement si souvent détestable.

Le tout, en panne de perspective critique, n'est donc que prétexte à quelques farces de cégépiens, au raz de la ceinture — qui se porte d'ailleurs fort basse par moment — histoire de pousser quelques «craques»... Un Elvis asthmatique réussit même à s'infiltrer dans ce labyrinthe pour toussoter quelques «tounes». Marie Labrecque, journaliste du *Voix*, a parfaitement résumé la situation la semaine dernière, en citant un critique français du début du siècle: «Il est triste que Dieu qui voit tout soit obligé de voir ça».

Etrangement, la seule portion vraiment irréprochable de ce lot de «clichés-péchés» porte sur... l'humour, tel qu'illustré par le gros père Massicote (Louis Champagne), une sorte de *stand-up* de Dieu ou de croisement entre Daniel Lemire et le curé Labelle. Il enfle les farces à coup de «Il est grand le mystère de la foi... où c'tun gars qui rentre à l'hôtel...». Il corrige les paraboles des

Écritures («Nul n'est jamais trop «faite» en son pays»). Et il propose une version chantée et paillardée de son «Évangile selon saint Luc en ce quatrième dimanche de la Pentecôte levée...».

Il y a peut-être un autre bon coup à souligner, en passant, celui de la Vierge Marie (Guillermina Kerwin) qui prend son pied et son plaisir avec l'Esprit saint — et, en passant, l'Immaculée Conception est le dogme voulant que Marie ait elle-même été préservée de la tache du péché originel, ce qui est ici confondu avec la conception virginale de Jésus. N'empêche, cette divine idylle, mal qualifiée, finit drôlement mal. «Tu me fais un petit, et Tu me plaques, lui reproche-t-elle. Je suis la première monoparentale de l'histoire.» Ça peut aller, même si, encore une fois, ce n'est pas pour réchapper l'ensemble.

C'est d'autant plus dommage que *Le Monde selon Dieu* s'inscrit dans une longue tradition où l'humour et le sacré ont toujours fait bon, voire excellent ménage. Au début de la décennie, dans *Le Rire et le Sacré* (Desclée de Brouwer), l'exégète Bernard Sarrazin a même soutenu que le comique tire ses origines de deux sources, le rire païen et le rire biblique. Pour lui, ces deux sources ont conduit à deux types d'humour très différents, tant par leurs formes que par leurs fonctions, le carnavalesque et le satirique.

Le carnavalesque remonte au paganisme. Il est issu des rites de profanation (fêtes des fous, saturnales et autres bacchanales), qui font le pendant aux rites de consécration. Le rire y est rituel, magique et ponctuel. Dans le carnaval, on met le monde à l'envers pour mieux lui permettre de se rétablir par la suite. Cette transgression des règles sociales conforte plus qu'il ne menace la loi du groupe.

Le comique satirique, lui, vient de la tradition juive. Il s'agit d'un rire désacralisé, iconoclaste par définition. Traditionnellement, la religion juive ne laisse pas beaucoup de place rituelle à l'explosion par le rire. Elle impose même une limite théologique au comique: on ne doit pas se moquer de Celui dont on ne doit même pas prononcer le nom, un point c'est tout. Dans cette optique, le rire est donc perçu comme impie ou insensé, comme dangereux pour l'ordre social comme pour l'individu, menacé d'exclusion quand il ose s'en servir — et Yahvé sait s'il ose.

Pour Bernard Sarrazin, toutes les formes de comique développées depuis l'antiquité s'apparentent donc à l'un ou l'autre de ces types d'humour ou constitue un compromis entre ces deux conceptions apparemment contradictoires. Ainsi, dans notre monde aux cieux dépeuplés, dans notre univers en déficit de sacré, le comique utilise les procédés carnavalesques (à coup de pet et de cul) sans que le renversement opère de régénération. Le spectateur est alors mis en face d'un double ignoble de lui-même, dont il ne sait plus souvent s'il faut rire ou pleurer.

En fait, on le comprend, les personnages de *Monde selon Dieu* provoquent un effet bien marqué, triste et noir, tout simplement parce qu'ils nous renvoient une image désolante de notre société qui se contente d'un rire gras et sans finesse. Mais lundi prochain, on reviendra sur l'histoire du rire et du sacré et on examinera d'autres exemples modernes autrement plus subtils, d'Alfred Jarry à Woody Allen ou Alexis Martin. Et il y aura aussi une autre petite «joke» de circonstance, en prime...

Une langue interdite en Espagne pendant 250 ans

Faire du catalan la langue du commerce et de l'économie

À cause de la constitution, la Catalogne ne peut interdire l'espagnol comme le Québec a pu interdire l'anglais

MICHEL VENNE DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Après avoir mis l'accent surtout sur la récupération de leur langue longtemps interdite par décret royal et par la dictature franquiste en Espagne, les Catalans sont sur le point de moderniser leur législation linguistique et, à l'instar du Québec, de légiférer pour faire du catalan la langue du commerce et de l'économie.

Cependant, le gouvernement autonome de Catalogne n'a pas l'intention, comme au Québec, de réglementer l'affichage commercial.

Pour le moment, explique le directeur général de la politique linguistique, Miquel Renui, la Catalogne adopte la voie incitative. «Nous agissons en donnant un soutien économique, par exemple, à des commerces qui vont changer l'affichage pour y introduire du catalan.» Selon M. Renui, la plupart des affiches récentes sont en catalan ou contiennent du catalan.

A cause de la constitution espagnole, la Catalogne ne peut pas interdire l'espagnol, comme le Québec a pu interdire l'anglais.

Lors de sa visite au Québec, à la mi-juillet, le président de la Catalogne, Jordi Pujol, avait brutalement rappelé l'une des grandes différences entre le sort de la langue française au Québec et celui de la langue catalane en Espagne: «Vous ne savez pas ce qu'est une vraie persécution linguistique et heureusement pour vous», disait-il.

Le lendemain, M. Pujol avait dû s'expliquer, dire que jamais il n'avait voulu insinuer que les Québécois n'avaient aucune raison de défendre leur langue, bien au contraire, puisque l'anglais domine et menace sur le continent nord-américain et partout dans le monde. Mais le leader autonomiste n'en marquait pas moins ce qui est à l'origine des différences entre les politiques linguistiques québécoise et catalane.

Éducation et intégration

La langue de M. Pujol a été interdite en Espagne pendant 250 ans, à partir de 1714 puis par la suite sous la dictature franquiste. C'est pourquoi, lorsque la Catalogne, après avoir obtenu le statut de région autonome en Espagne en 1979, a adopté sa loi de 1983 sur la normalisation linguistique, elle ne poursuivait pas du tout les mêmes objectifs que le Québec, avec sa loi 101 de 1977.

«Nous, on a mis l'accent sur l'éducation et l'intégration, dit M. Renui, dans une entrevue au *Devoir*. Vous avez mis l'accent sur le socio-économique.»

Le sociolinguiste québécois Jean-Claude Corbeil rappelle que, «lorsque la Catalogne a commencé son effort de normalisation linguistique, ils ont eu l'obligation de rediffuser la connaissance du catalan écrit à l'ensemble de la population catalane, chez qui c'était une langue familiale, orale, mais non normalisée.»

Le catalan avait été banni des usages officiels et n'était plus enseigné. Les gens ne savaient plus comment l'écrire. On n'a jamais eu besoin de faire ça ici.»

C'est pourquoi le gouvernement autonome catalan a opté pour une politique linguistique «gradualiste» et «participative», explique M. Renui, visant à souder

la société catalane en une seule communauté nationale et linguistique.

En fait, l'un des défis de la Catalogne était de faire face à l'immigration «massive» d'Espagnols castillanophones en Catalogne au fil des siècles, immigration également encouragée par Franco. Le moyen privilégié du gouvernement catalan pour intégrer ces immigrants fut l'école.

Ainsi, la loi sur la normalisation linguistique de 1983 prévoit explicitement la création d'un système scolaire unique. Les castillanophones doivent fréquenter les mêmes écoles que les catalanophones. Et si les enfants ont le droit de recevoir le premier enseignement dans leur langue habituelle, qu'il s'agisse du catalan ou du castillan, c'est le catalan qui est défini comme la langue de l'enseignement, de l'administration scolaire et de la communication à l'intérieur des écoles.

L'enseignement se fait encore, dans certains endroits, surtout en espagnol.

Ces dispositions ont été contestées jusque devant le Tribunal suprême de l'Etat espagnol qui a donné raison au gouvernement catalan en juillet 1995.

Ce modèle linguistique est donc valide juridiquement. Mais il n'est pour le moment appliqué que partiellement et progressivement, surtout à l'école primaire. L'enseignement se fait encore, dans certains endroits, surtout en espagnol.

A leur sortie de l'école primaire et secondaire, les élèves doivent pouvoir utiliser normalement et correctement le catalan autant que le castillan. Les deux langues doivent être enseignées à l'école, par obligation de la constitution espagnole de 1978.

Cette constitution accorde un statut juridique au catalan en Catalogne, mais l'espagnol (castillan) n'en demeure pas moins sur tout le territoire la langue officielle du pays.

La moitié de la population de Catalogne est castillanophone. Le défi, explique M. Corbeil, c'est de «convaincre les Castillans de ne pas faire appliquer le caractère officiel du castillan en Catalogne» et ainsi, à l'école, d'opter pour l'enseignement en catalan.

L'autre défi, explique M. Renui, c'est de convaincre les hommes d'affaires catalans, qui pensent en fonction du marché le plus lucratif et qui utilisent dans leurs affaires l'espagnol et l'anglais, de passer au catalan.

«Les Catalans contrôlent et possèdent les entreprises, dit-il. Mais il y a une inertie. On fait les choses en espagnol.»

Cette situation est à l'origine de la réflexion du gouvernement autonome qui songe à obliger les entreprises, par loi, à «garantir que n'importe quel citoyen qui veut des documents, un contrat dans sa langue, puisse le faire».

Comme le dit le chef du service de l'enseignement en catalan au ministère de l'Éducation du gouvernement autonome, Joaquim Arenas i Sampera, «les lois seules ne changent pas l'école, mais sans elles on contre elles, il est bien difficile d'avancer». Sa réflexion s'applique aussi au marché.

TÉL.: 985-3344

LES PETITES ANNONCES

FAX: 985-3340

MOTS CROISÉS

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12.

HORIZONTALEMENT

1. Humilier. — Mille cinq. — Dentine. — Tissu végétal. — Gaine. — Il habite Nantes. — Caribou. — Descente d'un organe. — Lémurien de Madagascar. — Caesium. — Impétueuse. — Touché. — Quelqu'un. — Affaiblissement. — Éminence. — Courant de mer. — Inexact. — Galerie souterraine. — Pulsard.

VERTICALEMENT

1. Cuire. — Robuste. — Inflammation des ovaires. — Mammifère paresseux. — Réa. — Souder. — Zinc.

Solution de samedi

1. RECOMPENSER 2. AMORAL OCCIS 3. PORTION OREE 4. ETELE AUJOUR 5. STELLA BRITIS 6. BELLADONE MI 7. QUABETE REM 8. OSTEITE TITI 9. NEIGER PIFRE 10. ZOOLOGIE 11. ANNUAL REFIN 12. SUTELAIRE

I · N · D · E · X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100 • 150 Achat-vente-échange
160 • 199 Location

200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
200 • 250 Achat-vente-échange
251 • 299 Location

300 • 399 MARCHANDISES
400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
600 • 699 VÉHICULES

LES ANNONCES CLASSÉES

DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 16H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 985-3344
Télécopieur: 985-3340

Conditions de paiement: cartes de crédit

AMERICAN EXPRESS, MasterCard, VISA

ENCADREZ votre ANNONCE CLASSÉE 985-3344

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE

AU CŒUR DU VIEUX-LONGUEUIL
Cottage-condo jumelé, 1992. Impeccable, avec 3 chambres. Réal Courtremanche, ReMax Longueuil Inc., 651-6333.

BROSSARD. Calme, oiseaux, océans, tilleuls, lilas, roses, pivoines, pommes, poires, grand potager entouré bungalow: 3 c.c., s. à manger, 2 s.b., foyer, gar., Près autobus et école. 656-7543.

ST-LAMBERT, cottage s.-d., 1919. Bordé d'arbres imposants, 3 c.c., véranda avant arrière, jardin intime très vert, nouvelles fenêtres partout. Idéal pour bricoler. 150.000\$. 340-6357 (jour), 465-1378 (soir).

103 CONDOMINIUMS CO-PROPRIÉTÉS

CHANTECLERC
Pour les amateurs du golf et du ski, voici l'occasion rêvée d'acquiescer un condo au pied du Mont Chantelerc. Une c.a.c., mézzanine, bain tourbillon, foyer et terrasse. Pour seulement 79.500\$. Renseignements: 381-3116.

ILE-DES-SOEURS Directement du proprio. R.-de-ch. 5 pces, 2 c.c., solarium, terrasse agrandie, avant stationnaire avec rideau, garde-robe c/ds. Accepte-rais échange maison unifamiliale détachée sur Riv.-sud. Réduit pour vente rapide à 124.000\$. 765-3149.

METRO PLACE DES ARTS. 2 condos luxueux, confort, 2000 pi.c.a., à vendre séparément, usage résidentiel et professionnel. Tél.: 768-2849.

N-BORDEAUX, spacieux 3 1/2, 804 p.c. Ensoleillé, près parc, tous services, béton, gar. int. Aubaine: 795.000\$. 956-1475.

OUTREMONT, 372, Ed.-Charles, grand r.d.c., 2 + 1 c.c., ré. 93, très clair, foyer, mur briques, terrasse, 142 500\$. Privé: 270-3295.

PLATEAU, 3850, St-Hubert, r.de ch., 2 ou 3 ch., jardin, belle rénovation, 1400 p.c., 164.000\$. 948-0265.

130 MAISONS DE CAMPAGNE

MAISON ANCESTRALE meublée, 4 c.c., piscine creusée, terrain 52.000 p.c., 1h.Mt. 60.000\$. 721-7097.

160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

A CÔTÉ UNIVERSITÉ DE MTL
2 1/2 - 3 1/2-4 1/2 chauffé, eau chaude, poêle, frigo. Idéal pour étudiant(e). 2183 Ed.-Montpetit. 344-9505.

CENTRE-SUD, rue Plessis, 5 1/2 rénové, r.-de-ch., luxueux. Syst. d'alarme. 700\$. 523-9752 (soir).

CENTRE-SUD, 4 1/2 non-chauffé, eau chaude, puits de lumière. Près autobus, métro. Libre imm. Après 18h: 449-3659.

160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

MTL-NORD, beau grand 4 1/2, portes patio, stat., poêle-frigo disp., 395\$. 648-4238.

N.D.G. 1200 p.c., 3 c.c., 2 balcons, accès grand cour. Près bus 105. Libre août. 7305/mois chauffé. 486-6384.

OUTREMONT, 50 Willowdale, 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2, ascenseurs, chauffé. 849-7061.

ST-LAMBERT - 315, VICTORIA
3 1/2 chauffé, équipé, balcon, près de tout. 465-1899, 264-2682.

VILLERAY, près métro, haut de duplex, grand 6 1/2, chauffé, style victorien. 625\$/mois. 383-5392 (soir).

164 CONDOMINIUMS À LOUER

PRES HOPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT. Très beau, spacieux, lumineux 5 1/2, 2 chambres, 2 salles de bains, 2 stationnements intérieurs, grande terrasse, micro-ondes et lave-vaisselle encastrés, sauna, piscine ext., tout confort. Libre 1er juillet. 1100\$/mois, non-chauffé. Possibilité d'achat. Jour: 985-3336; soir: 388-2704.

175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

A.I.P.E. Région Evangéline Acadienne. Accès et vue sur la mer, plage, 3 c.c., tranquille. (514)354-0114.

177 GITES, SÉJOURS ET COUETTE/CAFÉ

PLATEAU. Près métro Mt-Royal, Bed & Breakfast. Gîte du Sud, 951 est Rachel. 35\$/pers./jour. 522-9773.

318 MOBILIER DE BUREAU ET ACC.

LIQUIDATION. + de 300 bureaux, chaises, filières, neufs/usagés. 685-4051.
Les Aménagements F.B. Inc.

530 COURS

ANGLAIS AVEC anglophone (Ph.D.), TOEFL 10hrs/200\$. Privé. 369-2521.

ANGLAIS INTENSIF diplôme McGill. Privé, semi-privé. Depuis 1990. 849-5484.

ENSEIGNEMENT CORRECTIF individuel en mathématique. Préparation pour automate. Spécialiste: Ph.D. 389-5001.

542 MASSOTHÉRAPIE

CHINOIS, SUÉDOIS, RUSSES
3 Cornwall, V.M.R. 738-7917

VENDEZ VOTRE AUTO

Pour seulement 25\$⁰⁰, annoncez votre auto sur 3 lignes durant 6 jours consécutifs.

8,50\$ la ligne supplémentaire

Il est possible d'annuler la parution des annonces, mais la facturation demeure inchangée.

De plus, aucune modification ne peut être apportée au texte après la première parution.

ANNONCES CLASSÉES 985-3344

LE DEVOIR

La voix des enfants depuis 75 ans

Aide à l'enfance
1-800-668-5036

Immobilier Résidentiel

120\$ UN MOIS pour

Annoncez votre propriété à vendre ou à louer pendant 24 journées consécutives, sur 3 lignes de texte pour seulement 120\$.

40\$ la ligne supplémentaire. L'annonce est annulée en tout temps. La facturation s'établit alors en fonction du tarif régulier, jusqu'à concurrence du tarif promotionnel.

ANNONCES CLASSÉES 985-3344

LE DEVOIR

Le don d'être là

Croix-Rouge canadienne
Division du Québec
1 800 592-7649

ÉPILEPSIE

Plus de 300 000 Canadiens sont atteints d'épilepsie. Appelez votre association locale.

ÉPILEPSIE CANADA

LE DEVOIR

LE MONDE

PERSPECTIVES

L'ambition de l'ASEAN

L'organisation sud-asiatique fait preuve d'indépendance

AGENCE FRANCE-PRESSE

Djakarta — L'ASEAN (Association des Nations du Sud-est asiatique), organisation presque trentenaire, est proche de l'ambition ultime qui avait présidée à sa création de réunir les dix pays de la région, but qu'elle semble désormais en mesure d'atteindre avant la fin du siècle.

Les ministres des Affaires étrangères des sept pays membres de l'ASEAN, réunis hier et avant hier à Djakarta pour leur réunion annuelle, ont en effet officiellement admis comme observateur la Birmanie, dont les dirigeants ont fait savoir son intention de devenir membre à part entière dans les deux ans.

Illustration de l'indépendance de l'ASEAN, cette admission est sans réserve malgré les pressions occidentales, notamment de Washington et de l'Union Européenne, qui critiquent l'absence de démocratie dans le régime militaire de Rangoon.

Déjà observateurs, le Laos et le Cambodge doivent devenir membres pleins de l'Association l'année prochaine, rejoignant le Vietnam accepté en 1995.

L'ASEAN a été créée en 1967 à Bangkok, en pleine Guerre froide, par l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, rejoints par Brunei un an plus tard, essentiellement pour faire barrage au communisme.

Aujourd'hui, l'ASEAN, qui regroupe quelques uns des pays du monde dont l'économie est la plus performante, apparaît surtout concernée par la sécurité de la région, où le poids de la Chine est de plus en plus sensible.

Le communiqué commun publié à l'issue des travaux souligne ainsi les préoccupations de l'organisation devant la situation dans la mer de Chine, où des différends territoriaux opposent Pékin aux autres pays riverains.

Une stabilité durable dans cette région ne pourra être atteinte, selon le texte, que si les parties concernées font preuve de modération et de contrôle et élaborent un «code régional de bonne conduite».

Ce sujet sera d'ailleurs l'un des principaux qui seront discutés — aussi bien en session plénière qu'en tête à tête — lors de la rencontre du Forum régional (ARF) qui doit se dérouler, à partir de demain, à Djakarta, et auquel participeront notamment le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, et son homologue chinois, Qian Qichen.

L'ARF, créé en 1994 à l'initiative de l'ASEAN, a pour but de fournir un lieu de discussions et d'échanges de vues sur les questions de politique et de défense régionales. Outre les pays de l'ASEAN, en sont notamment membres les Etats-Unis, la Chine, le Japon, l'Inde, l'Union Européenne, la Russie, le Canada, l'Australie et la Nouvelle Zélande ainsi que la Corée du sud.

Egalement cités dans le communiqué et objet probable des prochaines discussions de l'ARF, la situation dans la péninsule coréenne et le dialogue éventuel entre Séoul et Pyongyang.

Le long communiqué de l'ASEAN, qui compte 53 points, demande également à l'Inde de signer le traité d'interdiction totale des essais nucléaires, ce que New Delhi se refuse à faire tant que le texte ne comporte pas un calendrier pour l'abandon des armes nucléaires par les Etats qui en sont dotés.

Sur le plan économique enfin, les ministres ont pris note des «substantiels progrès» faits afin de réduire les entraves au commerce et mouvements de capitaux entre les pays de l'ASEAN, et faire de la région une zone de libre échange d'ici l'an 2003.

EN BREF

MARSEILLE: RECHERCHE SOUS LES DÉCOMBRES

Marseille (Reuters) — Les sauveteurs recherchent toujours quatre personnes hier matin dans les débris de l'immeuble détruit la veille par une explosion qui a fait également 26 blessés dans le centre de Marseille. Un porte-parole de la préfecture a confirmé que le gaz était «très certainement» à l'origine de la violente déflagration qui a presque entièrement soufflé un immeuble de sept étages, non loin de la gare Saint-Charles. Les sauveteurs s'étaient tout d'abord efforcés de retrouver un homme de 44 ans, vraisemblablement enseveli sous les débris mais ce bilan s'est aggravé au fil des heures.

ULSTER: APPEL À LA TRÊVE

Belfast (Reuters) — Le chef de l'Église catholique irlandaise a demandé hier à l'Armée républicaine irlandaise (IRA) de rétablir la trêve, estimant qu'elle apporterait ainsi la plus grande contribution à la paix en Ulster. Le cardinal Cahal Daly a déclaré lors d'une messe célébrée à Armagh, au sud-ouest de Belfast, que la province nord-irlandaise était «proche du désespoir» en raison des violences qu'elle récemment subies. Il a ajouté que l'absence de progrès dans les discussions politiques risquait de faire perdre toute crédibilité au processus de paix. L'IRA, qui lutte contre la présence britannique en Irlande du Nord, a rompu sa trêve après 17 mois de calme en février dernier, organisant une vague d'attentats en Angleterre.

SÉCURITÉ RENFORCÉE APRES UN ATTENTAT DE L'ETA

Madrid (AFP) — Les autorités espagnoles vont renforcer les mesures de sécurité en Catalogne en prévision de nouveaux attentats de l'ETA, après l'explosion de trois bombes dans la région qui ont fait cinq blessés sérieux, dont quatre touristes britanniques. La classe politique, toutes tendances confondues, a lancé un appel au calme à la population et aux touristes en vacances sur la façade méditerranéenne du pays. Treize personnes — deux Espagnols et onze touristes britanniques — restaient hospitalisés hier après avoir été blessés samedi soir par un engin explosif déposé à l'aéroport de Tarragone. Cinq d'entre eux, dont une fillette britannique de six ans, ont été sérieusement atteints.

Opération sans précédent entre Israël et le Hezbollah

Échange entre deux ennemis

Au terme d'une médiation allemande, prisonniers et morts sont rendus aux leurs

Tel Aviv-Beyrouth (AFP) — Le Hezbollah et Israël ont échangé hier via le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) des morts et des prisonniers lors d'une opération sans précédent minutieusement préparée par un médiateur allemand et les autorités libanaises.

Le dernier groupe de prisonniers libérables devait être relâché en soirée par Israël, alors que le coordinateur des services secrets allemands Bernd Schmidbauer qui avait négocié cet échange, envisageait de nouvelles opérations de ce type.

«Il faut profiter de l'impulsion qu'ont prise ces négociations afin de parvenir à la libération de tous les prisonniers et à l'échange de toutes les dépouilles mortelles», a déclaré M. Schmidbauer lors d'une conférence de presse à Jérusalem.

Tout a commencé tôt hier matin dans la banlieue sud de Beyrouth avec la remise par le Hezbollah pro-iranien des corps de Rahamim Alsheikh et Yossef Fink, deux militaires israéliens portés disparus au Liban depuis 1986.

Identifiées il y a quelques jours par des médecins légistes allemands, les dépouilles ont été remises à deux représentants du CICR, qui les ont convoyées jusqu'à l'aéroport de Beyrouth.

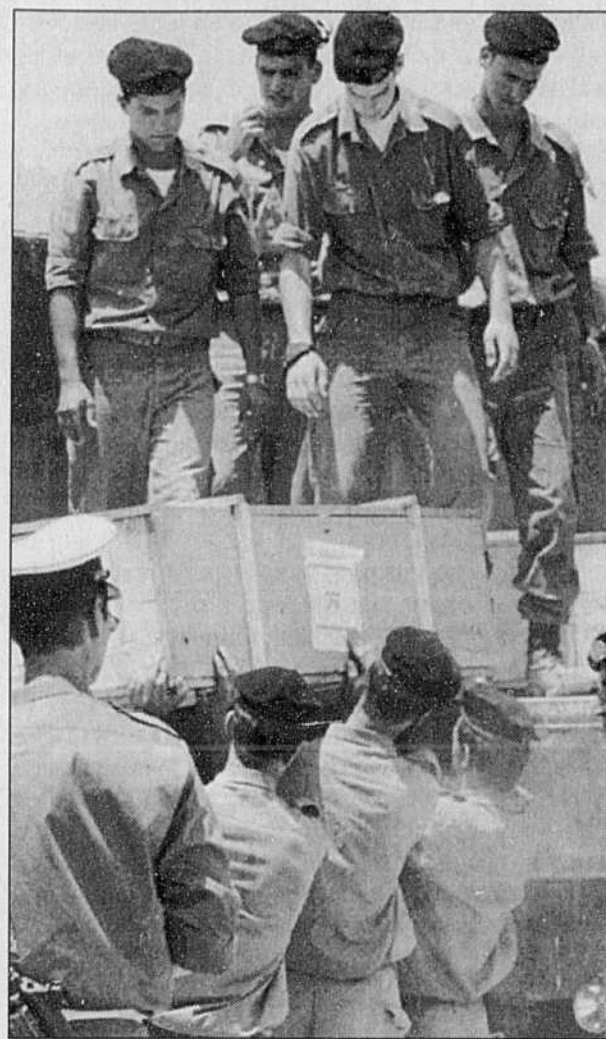
De là, elles ont été embarquées à bord d'un Hercules C-130 de l'armée de l'air allemande à destination d'Israël, en présence de M. Schmidbauer, d'un représentant du Hezbollah et du patron de la Sécurité générale libanaise, M. Raymond Rouphael.

M. Schmidbauer qui avait négocié la libération en juin 1992 des deux derniers otages occidentaux au Liban, les Allemands Thomas Kempfner et Heinrich Struebig, menait depuis au moins trois mois des pourparlers secrets avec les autorités libanaises, le Hezbollah, mais aussi les gouvernements syrien et iranien.

La part de la transaction incombant au Hezbollah prévoyait également la libération de 17 miliciens de l'Armée du Liban sud (pro-israélienne). Emmenés par le CICR de Beyrouth à Kfar Tebnit, l'un des cinq points de passage reliant la «zone de sécurité» occupée par l'Etat hébreu au Liban sud au reste du pays, ils ont déclaré qu'ils ne souhaitaient pas retourner dans cette zone.

De son côté, Israël a libéré 20 puis 25 Libanais de la prison de Khiam (zone occupée).

Vingt Libanais libérés sont arrivés à Nabatiyé, ville limrophe de la «zone de sécurité», à bord d'un minibus



Des soldats israéliens placent dans un camion libanais un cercueil contenant la dépouille d'un membre du Hezbollah. Israël a commencé hier à échanger des dizaines de prisonniers et des dépouilles contre les corps de deux soldats israéliens tués au Liban il y a dix ans.

du CICR et ont été accueillis par une foule de 10 000 personnes en délire.

Enfin, l'Etat hébreu a restitué les corps de 123 combattants anti-israéliens, dont 105 exhumés dans le nord d'Israël. Selon un responsable israélien, 78 dépouilles ont été identifiées avec certitude.

Chargés en Israël sur 17 camions affrétés par le CICR, les cercueils numérotés ont été convoyés jusqu'à Kfar Tebnit et devaient être remis au Hezbollah à Nabatiyé, à environ 5 km, où une foule dense de parents attendait.

Le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou a rendu hommage au chancelier Helmut Kohl et à M. Schmidbauer, tandis que le chef de la diplomatie libanaise Farès Boueiz a salué la «sage politique» allemande au Moyen-Orient, qui a permis le succès de l'opération.

Discussions ultérieures

En réceptionnant les corps des deux militaires israéliens à Beyrouth, M. Schmidbauer avait affirmé que des «discussions ultérieures» auraient lieu.

Le Hezbollah réclame toujours la libération des dirigeants intégristes cheikh Abdel Karim Obeid et Moustapha Dirani enlevés au Liban en 1989 et 1994, tandis qu'Israël espère notamment récupérer l'aviateur Ron Arad porté disparu depuis 1986 au Liban. Israël le croit vivant et aux mains du Hezbollah, ce que ce dernier dément.

Après l'arrivée en Israël des corps des deux militaires, M. Nétanyahou a dit espérer que l'échange d'hier amènera le Hezbollah à faire preuve de «modération» et à ne pas lancer d'attaques contre l'Etat hébreu.

En avril, l'armée israélienne avait mené une opération militaire de seize jours au Liban visant à détruire les capacités militaires du mouvement intégriste. L'opération a fait 175 morts, essentiellement des civils.

Pour la première fois depuis le début de la guerre au Liban (1975-1990), au cours de laquelle des échanges de prisonniers ont eu lieu, l'Etat libanais a été directement impliqué dans une telle transaction, à un moment où les autorités s'efforcent de démontrer le retour de l'état de droit au Liban.

En maintes occasions, Beyrouth a affirmé qu'en cas de retrait israélien du sud du Liban, son armée serait désormais capable d'assurer la sécurité jusqu'à la frontière avec Israël.

Explosion du Boeing de TWA

La météo facilite les recherches

La localisation de l'épave pourrait permettre une percée dans l'enquête

Est Moriches (Reuters et AFP) — Les vents violents qui soufflaient au-dessus de l'Atlantique à l'endroit où s'est abîmé mercredi soir le Boeing 747 de la TWA se sont calmés et les enquêteurs ont désormais bon espoir de retrouver dans l'océan les corps des victimes et les éléments qui leur permettront de déterminer les causes de l'accident.

Les recherches ont un double objectif: retrouver les corps des 230 personnes qui se trouvaient à bord de l'appareil et les deux enregistreurs de vol qui recueillent les données techniques et les conversations à l'intérieur du cockpit, ont expliqué les responsables des opérations.

Jusqu'à présent, 100 corps ont été repêchés et 36 d'entre eux ont été formellement identifiés.

«Le processus d'identification est en cours, il se poursuivra toute la nuit», a déclaré hier Tom Shepardson, de la direction des Urgences de New York.

Les recherches se sont poursuivies tôt hier avec l'espoir qu'une mer plus calme pourrait permettre une percée rapide dans la récupération des corps des victimes emprisonnés dans l'épave du Boeing 747, et dans l'enquête sur les causes de l'accident.

Une mer agitée avait gêné samedi les recherches et n'a pas permis de localiser les «boîtes noires» d'enregistrement des conversations de l'équipage et des données de vol.

Mais les enquêteurs se sont déclarés «encouragés» par la découverte par sonar samedi d'une trainée de débris aboutissant à une masse susceptible d'être l'épave du Boeing 747 qui s'est écrasé mercredi soir peu après son décollage de New York à destination de Paris avec 230 personnes à bord.

Une centaine de corps, et moins de 1% de l'avion, avaient été retrouvés samedi soir.

Des bateaux ont localisé, au sonar, ce qui semble «une trainée de débris de l'épave» en suivant une carte dressée par un avion C-130, a déclaré samedi le président du Bureau national de la sécurité des transports, Robert Francis.

«Cette trainée culmine avec une grosse masse, suffisamment importante pour avoir accroché brièvement le sonar», a-t-il dit. Les sauveteurs soulignent cependant qu'il pourrait s'agir d'une épave d'un des nombreux bateaux éparpillés sur ces fonds marins.

Selon M. Francis les sauveteurs devaient tenter hier d'envoyer des plongeurs et de photographier l'épave.

Deux bateaux de la police, six unités des gardes-côtes et un navire de la marine établissant une carte du fond marin et traînant un sonar susceptible de capter le signal électronique des «boîtes noires», devaient être opérationnels toute la journée hier, a dit M. Francis.

Samedi, le navire de l'US Navy *Pirouette* a navigué dans une mer creusée par des vagues de plus de deux mètres.

Bien que les autorités n'aient pas lié l'accident à un acte terroriste, le FBI considère le site de l'accident, situé à 16 km de la côte de Long Island, comme le théâtre d'une enquête criminelle.

M. Francis a rappelé qu'aucun incident technique n'avait été signalé sur cet avion âgé de 25 ans «qui a rempli toutes les conditions de vol».

Pour tenter de soulager l'anxiété des familles qui ont exprimé du mécontentement sur le lentur de l'enquête et des recherches, un groupe de huit parents de victimes a été emmené en hélicoptère au-dessus du site. Ces personnes ont rendu compte aux autres familles, rassemblées dans un hôtel proche de l'aéroport Kennedy. Un film vidéo tourné sur le site devait être mis à la disposition des familles.

Violents combats en Tchétchénie

La Russie à l'offensive

Moscou (AFP) — De violents combats opposaient hier, pour la deuxième journée consécutive, indépendantistes tchétchènes et forces fédérales russes autour du village de Chatoï, un des derniers bastions séparatistes à 2000 mètres d'altitude dans le sud de la Tchétchénie, selon les deux camps qui accusaient de lourdes pertes.

Les bilans, divergents selon les sources, témoignent en tout cas de la violence de l'offensive, menée par l'aviation et les blindés russes sur une «base renforcée des indépendantistes», où sont retranchés de 250 à 300 combattants selon les renseignements militaires russes cités par Interfax.

Le porte-parole de la direction indépendantiste tchétchène Movladi Oudougov a assuré dans un appel téléphonique à l'AFP qu'un hélicoptère et un avion russe, ainsi qu'une dizaine de blindés, avaient été détruits samedi en fin d'après-midi, une information qui n'était pas confirmée du côté russe.

Les Russes annonçaient 6 morts dans leur camp et 60 du côté tchétchène, tandis que Movladi Oudougov portait le nombre de tués russes à 150 hommes contre 5 morts tchétchènes. Il était impossible de vérifier ces bilans, mais les deux parties fournissent toujours des chiffres largement exagérés des pertes de l'ennemi.

Les conditions météorologiques ont perturbé samedi l'offensive russe. En fin d'après-midi samedi, les unités des troupes fédérales rompaient la première ligne de défense de la base.

Les troupes russes préparaient cette offensive depuis le milieu de la semaine, et avaient massé des renforts en hommes et en matériel tout autour du village. Une centaine de blindés russes étaient stationnés à une vingtaine de km au nord de

Chatoï, au pied de la route de montagne qui mène jusqu'à Itoum-Khale.

Les avions russes ont bombardé de façon particulièrement intensive cette semaine les villages montagneux du sud-est de la république séparatiste tchétchène, en violation du cessez-le-feu bilatéral théoriquement en vigueur depuis le 1er juin et respecté globalement six semaines durant, jusqu'au deuxième tour de l'élection présidentielle russe.

Derniers sanctuaires

Ces derniers temps, les indépendantistes tchétchènes ont vu le territoire qu'ils contrôlent diminuer considérablement. Les villages du sud-est montagneux, dont la majorité des habitants ont fui ces deux dernières semaines, sont leurs derniers sanctuaires.

La vaste offensive en cours risque de compliquer la reprise des pourparlers de paix, interrompus depuis près de deux semaines.

Le chef d'état-major des indépendantistes tchétchènes, Aslan Maskhadov, a donné son accord samedi pour rencontrer le général Anatoli Kvachnine, commandant des troupes russes pour le Caucase du nord, a annoncé Tchétchéne-press, l'agence officielle des indépendantistes, sans préciser quand pourrait avoir lieu l'entretien.

Cette rencontre a été demandée, selon Tchétchéne-press, par le général Kvachnine. Elle devrait porter sur le déblocage des localités tchétchènes encerclées par les forces russes, le retrait des troupes russes de Tchétchénie, et plus généralement sur l'ensemble des accords militaires conclus le 10 juin dernier à Nazran, en Ingouchie: échange de tous les prisonniers, suppression des postes de contrôle russes sur les routes de Tchétchénie, et retrait des troupes russes d'ici au 31 août.

Massacres et expulsions au Burundi

La crise s'amplifie

Un millier de réfugiés sont refoulés au Rwanda

Nairobi (Reuters) — La crise ethnique a pris ce week-end une nouvelle ampleur au Burundi où plusieurs centaines de Tutsis ont été massacrés samedi lors d'une attaque attribuée aux rebelles hutus, alors que le gouvernement expulsait de force des milliers de Hutus rwandais.

Plus de 300 personnes, des femmes et des enfants pour la plupart, ont été massacrés samedi dans un camp tutsi du centre du Burundi lors d'une attaque attribuée aux rebelles hutus, ont affirmé hier des témoins ayant vu les corps.

Des reporters burundais, qui se sont rendus au camp de Bungendana, ont déclaré avoir dénombré 304 cadavres et cent blessés. Le premier ministre burundais Antoine Nduwayo a lancé à la radio et à la télévision un appel au calme et a demandé à ses concitoyens de ne pas céder à la vengeance. Mais il a précisé que trente Tutsis avaient disparu depuis l'assaut de samedi matin.

«J'ai personnellement dénombré 304 corps, tous tutsis. C'était une vision d'horreur. J'ai aussi compté cent blessés qui recevaient des soins», a déclaré un journaliste qui a requis l'anonymat par crainte de représailles.

«De nombreuses victimes étaient des femmes, veuves depuis les massacres ethniques de 1993; les autres, des enfants étaient orphelins», a précisé un autre reporter.

L'armée burundaise, dominée par les Tutsis, avait accusé samedi les rebelles du Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD), principal groupe rebelle hutu du Burundi, d'être les auteurs du massacre.

Mais à Nairobi, un porte-parole du

CNDD a démenti toute responsabilité dans la tuerie et affirmé que les autorités de Bujumbura avaient franchi une étape de plus dans leur campagne de propagande pour discréditer les forces rebelles.

Le premier ministre Nduwayo a invité les diplomates en poste au Burundi à se rendre au camp de Bungendana pour «voir de vos yeux la réalité de notre situation».

Les rebelles ont accru leurs opérations de guérilla au Burundi et selon les diplomates et le personnel humanitaire les affrontements font chaque mois près d'un millier de morts.

Au cours de la nuit de samedi à dimanche l'armée burundaise, à majorité tutsi, a expulsé plus d'un millier de réfugiés rwandais hutus et poursuivi les opérations de fermeture d'un camp installé dans le nord-ouest du pays, a annoncé le Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (HCR).

Le nombre total de réfugiés rapatriés de force au Rwanda depuis vendredi s'élève désormais à 3400, a précisé Paul Stromberg, porte-parole du HCR au Rwanda tout en soulignant que la fermeture forcée du camp de Kibizi, dans le nord-ouest du Burundi, était toujours en cours.

Par ailleurs, 7000 autres réfugiés ont fui le camp voisin de Ruvumo où vivaient 15 000 Rwandais.

Les réfugiés hutus, qui pour nombre d'entre eux avaient participé au massacre de près d'un million de Tutsis et Hutus modérés au Rwanda de 1994, avaient fui leur pays par peur des représailles après la victoire des Tutsis et la mise en place d'un nouveau gouvernement.

IDÉES



Des personnes âgées et des assistés sociaux ont occupé le bureau du ministre délégué aux Relations avec les citoyens, André Boisclair, au début juillet, pour protester contre l'entrée en vigueur, dans leur cas, de l'assurance-médicaments.

Lettre ouverte à Lucien Bouchard

Les personnes âgées et les démunis se sont sentis méprisés

HENRI GERVAIS
Secrétaire général du Forum
des citoyens âgés de Montréal

Monsieur le premier ministre Lucien Bouchard, nous voulons protester contre votre attitude arrogante à l'égard des aînés et des démunis de la société qui ont tenté de vous rencontrer, le 10 juillet, en occupant les bureaux du ministre Boisclair et que vous avez renvoyés du revers de la main.

Les aînés et les pauvres n'ont aucune objection à ce que vous preniez des vacances qui, dans votre cas, sont bien méritées, mais ils ne vous pardonnent pas de les avoir méprisés comme vous l'avez fait lors de votre apparition à la télévision de Radio-Canada et comme l'a fait votre porte-parole, qui n'a rien trouvé de mieux à leur dire que le gouvernement avait décidé de faire entrer la Loi 33 en vigueur, dans leur cas, dès le 1^{er} août 1996, parce qu'ils étaient déjà fichés dans les ordinateurs du gouvernement. Or, vous savez fort bien que tout Québécois est fiché dans l'ordina-

teur de la Régie de l'assurance-maladie qui sera chargée de l'administration du régime de l'assurance-médicaments. Dès sa naissance, un enfant est fiché à cette Régie qui lui émet une carte-soleil qui lui permet de recevoir des soins de santé gratuitement comme tout autre Québécois. Il faudrait trouver une meilleure raison que celle-là.

Je me permets de vous rappeler que les aînés et les démunis à qui vous avez refusé de parler, le 10 juillet, représentent quelque 1 600 000 électeurs. Vous les avez méprisés. Ils vous mépriseront, à leur tour, le moment venu. Tout ce que ces gens demandaient était d'être entendus, car le ministre de la Santé, M. Rochon, les a passablement ignorés lors de leur comparution devant la Commission parlementaire, il y a quelque temps. Ils se seraient montrés satisfaits si vous leur aviez fixé une date pour les rencontrer à votre convenance à votre retour de vacances.

Nous doutons très fort que vous vous permettiez de mépriser une personne comme Paul Desmarais, le Québécois le plus riche, à cause du rôle qu'il joue dans la société. Souvenez-vous, cependant, que le jour du prochain scrutin, M. Desmarais ne disposera que d'une voix en dépit de sa grande richesse, alors que les aînés et les démunis en disposeront de plus de 1 600 000.

L'exemple de René Lévesque

Souvenez-vous, aussi que le pouvoir gris et les démunis ont la mémoire longue et qu'ils pardonnent difficilement à ceux qui les méprisent, surtout quand le mépris vient de leur premier ministre qui est le premier ministre de tous les Québécois. Vous vous réclamez souvent de René Lévesque, qui semble être le modèle dont vous vous inspirez pour ne pas dire votre mentor. Or, M. Lévesque avait, sans doute, de nombreux défauts, mais il n'a jamais méprisé les petites gens. De plus, au moment où vous assumiez les rênes du gouvernement, vous disiez que vous vous attelleriez à l'assainissement des finances de la province et à la création d'emplois. En ce qui concerne ce dernier objectif, les résultats ne sont pas encourageants, puisqu'en juin le chômage a grimpé de près de 1 % au Québec, et qu'au Canada, il s'est perdu plus de 40 000 emplois dont le plus grand nombre au Québec. Vous vous êtes certes attelés à l'assainissement des finances. Mais vous aviez dit que vous éviteriez l'exemple de l'Ontario. Or, nous voyons difficilement en quoi votre façon de faire diffère de celle de la province voisine. Car tout comme M. Harris, vous attaquez les petits et les pauvres.

Une façon d'assainir les finances serait de percevoir, sans plus de délai, les quelque 2 milliards d'impôts et de taxes qui n'ont pas été acquittés, parti-

culièrement par les petites et moyennes entreprises. Or, votre inepte ministre du Revenu, un M. Landry, n'a trouvé rien de mieux à dire qu'il fallait agir avec prudence pour ne pas pousser ces entreprises-contribuables à la faillite. On pourrait, dès lors, croire que vous encouragez la fraude, puisque dans un grand nombre de cas de taxes non payées, il s'agit de taxes perçues des entreprises-contribuables (taxe de vente, par exemple) et dont on s'est servi, frauduleusement, pour financer son entreprise.

Dans son éditorial dans *Le Devoir*, intitulé *Mauvaise nouvelle*, Jean-Robert Sansfaçon, écrivait, le 9 juillet 1996, en conclusion: «L'économie canadienne (ça vaut aussi pour la québécoise) ne vit depuis quatre ans que de la bonne santé de son voisin américain. Les consommateurs d'ici, qui devraient être les premiers joueurs, ne sont toujours pas capables de soutenir la production et la création d'emplois. C'est à croire que nos gouvernements prenaient une telle place dans la dépense de la nation que la seule décision d'équilibrer leurs budgets respectifs vient remettre en cause l'équilibre de l'ensemble de l'économie.»

«Plus que jamais les consommateurs ont-ils besoin d'être rassurés quant à l'avenir, rassurés quant à leur emploi. Un sentiment qu'aucun des gouvernements au pays ne semble en mesure de générer.»

Quelle solidarité ?

Le climat dominant au Québec est en voie de revenir à l'«union nationale», alors qu'une partie importante de la société est laissée pour compte

EDWARD BANTEY,
GUY BOUTHILLIER,
MICHEL CHARTRAND,
PIERRE
DE BELLEFEUILLE,
FRANÇOIS CYR,
MICHELLE
LAPERRIÈRE,
LÉO-PAUL LAUZON,
GORDON LEFEBVRE,
JACQUES-VICTOR
MORIN,
LÉA ROBACK,
SERGE WAGNER

Le climat dominant au Québec est en voie de revenir à l'«union nationale», alors qu'une partie importante de la société est laissée pour compte. Les affaires de l'État sont dirigées par une alliance des nouvelles élites, qui profite bien souvent de la complaisance de la presse, fait preuve d'une absence étonnante de compassion et accepte mal toute contestation publique.

Plusieurs faits récents conduisent à conclure à l'existence d'une gangrène au sein du gouvernement, au sommet du Parti québécois, de la classe politique et des mandarins de la fonction publique. On vide de tout leur sens les principes fondamentaux du Parti québécois, entre autres, en ce qui a trait à la démocratie sociale. On pense à ces ministres, petits potentats, qui se mettent en scène, utilisant le «je» emphatique, oubliant qu'ils ne sont en

réalité que les fiduciaires du bien public. On pense aussi au saccage du pavillon du Québec, joyau du patrimoine du Québec moderne, qui symbolisait l'affirmation de la société québécoise et sa volonté d'ouverture au monde. Le nouvel édifice, mutilé, constitue maintenant, avec ses dorures et son clinquant, le triste symbole de l'appât du lucre et de la perte de toute conscience sociale qui caractérisent nombre de nos dirigeants.

Et voici que le gouvernement, dans le cadre de sa loi sur l'assurance-médicaments, a décidé de s'en prendre à la hâte aux assistés sociaux et aux personnes âgées pauvres. Le premier ministre ne peut recevoir leurs représentants, car il part en vacances; mais c'est pourtant son gouvernement qui a décidé d'agir avec précipitation, précisément en période de vacances. Le ministre de la Santé et des Services sociaux, grand cynique et expert en sophismes, se lave les mains en disant qu'il n'ira pas rencontrer des personnes posant un geste illégal. Quant au ministre des «Relations avec les citoyens», partant à son tour en vacances, il coupe la climatisation et le téléphone aux personnes qui tentent

de faire entendre leur voix. Quelle mise en scène pitoyable! Ce gouvernement se paye de mots, lui qui a créé un ministère de la Solidarité dont la titulaire apparaît plus solitaire que solidaire.

Bien sûr, l'accès universel aux médicaments est une excellente initiative, mais elle ne doit pas d'abord constituer une façon de réduire les dépenses de l'État. Et surtout, tous les segments de la société doivent être mis équitablement à contribution — ce qui n'est manifestement pas le cas présentement. Dans sa loi, le gouvernement a abaissé de plus 5000 \$ le seuil reconnu de la pauvreté, de manière à forcer assistés sociaux et personnes âgées recevant le supplément de revenu à contribuer au régime. Puis il accroît la discrimination en mettant la loi en vigueur pour ces deux catégories dès le 1^{er} août, alors que l'ensemble de la population ne sera touchée que le 1^{er} janvier 1997. Il existe pourtant des solutions alternatives, comme une révision des pratiques médicales, une modification de la loi sur les brevets qui protège de façon démesurée l'industrie pharmaceutique et fait grimper le coût des médicaments.

Les agissements du gouvernement démontrent que le Québec tend vers le modèle «dual» américain qui marginalise les plus pauvres

République dominicaine

La détresse des femmes des bateyes

LOUISE MAILLOUX
L'auteur est ethnologue et poursuit ses études en maîtrise à l'université Carleton d'Ottawa. Elle a séjourné deux fois en République dominicaine où elle a passé six semaines à travailler avec des groupes de femmes dominico-haïtiennes

A ce jour, la vie est dure dans les plantations de canne à sucre (bateyes) de la République dominicaine. Pour les Haïtiens et Haïtiennes qui y travaillent, c'est la pauvreté la plus abjecte. On connaît peut-être un peu mieux la situation des hommes haïtiens dans les bateyes dominicains car, depuis plusieurs années, un nombre croissant d'organismes non gouvernementaux et de syndicats dénoncent les violations commises contre les droits des travailleurs haïtiens. Cependant, on est peut-être moins au fait de la situation des femmes haïtiennes.

Les travailleurs haïtiens et leurs familles sont forcés de vivre dans de misérables baraques de bois et de tôle où l'on étouffe de chaleur. Les habitations ne disposent généralement pas d'électricité ni d'eau courante. L'eau provient de cours d'eau contaminés par les déchets animaux et humains. Dans certains cas, l'eau est apportée par camion citerne toutes les deux ou trois semaines et transvidée dans des barils insalubres. Les latrines, lorsqu'il y en a, sont en nombre grandement insuffisant. Rares sont les bateyes qui disposent de plus d'une latrine pour chaque cinquante personnes.

Un travail harassant

En République dominicaine, contrairement à d'autres régions du monde, le dur travail de la coupe de la canne est réservé presque exclusivement aux hommes. On embauche parfois les femmes durant la saison morte pour désherber, repiquer la canne et appliquer des fertilisants ou des insecticides.

Le travail domestique occupe une grande partie du temps des femmes. Levées avant l'aube, elles doivent cuisiner, nettoyer, laver, repasser, chercher de l'eau et du combustible, prendre soin des enfants dans des conditions insupportables.

Le manque de travail, l'isolement et l'absence de soins médicaux maintiennent les femmes dans un état de dépendance et de vulnérabilité qui peuvent même leur coûter la vie. Les femmes dont le conjoint dépense sa maigre paie à boire et à jouer doivent trouver des stratégies de survie. Pour subvenir aux besoins de leur famille, certaines prêtent de la nourriture qu'elles vendent aux travailleurs. D'autres prennent du linge à laver. Celles que le mari abandonne n'ont plus droit à un logis. Ces femmes n'ont pas d'autre choix que de quitter le batey ou de se trouver un nouveau partenaire.

Le courage des femmes

Noires et analphabètes, 96 % des femmes des bateyes sont haïtiennes ou dominicaines de descendance haïtienne. La famille est composée en moyenne de sept à douze personnes. Victimes de discrimination salariale, les femmes ne touchent que 75 % du revenu des hommes. De plus, elles subissent la violence des autres coupeurs, des «superviseurs» et gardes dominicains. Pour la survie, la prostitution devient souvent la seule solution. «Dans ce contexte, la maternité devient très précoce (12-13 ans) et la progéniture nombreuse», écrivait André Séléanu, dans *La Presse* du 9 juillet 1988. Les femmes enceintes n'ont droit à aucune visite médicale avant ou après l'accouchement, sous prétexte qu'elles sont porteuses du virus du sida. Le taux de mortalité des mères et des enfants est élevé.

Les femmes ont plus de chance de trouver du travail lorsque le ba-

tey où elles habitent se trouve à proximité d'une ville ou d'une zone touristique. Il n'est pas rare de voir des Haïtiennes vendre des fruits ou des arachides aux passants ou sur les plages. Certaines trouvent du travail comme domestique ou vendeuse ambulante. D'autres se livrent à la prostitution.

C'était le cas de Violeta, jeune Dominicaino-Haïtienne de vingt-deux ans, née en République dominicaine de parents haïtiens. Mère de trois enfants, Violeta vivait jusqu'à récemment de prostitution.

Laisant ses enfants avec sa mère dans le batey, Violeta se rendait à San Pedro, la ville la plus proche, où il existe des réseaux de prostitution. Toutes les deux ou trois semaines, elle venait rendre visite à sa famille. Elle s'est fait blesser à plusieurs occasions durant ses trois années de prostitution. Elle a contracté des maladies vénériennes mais elle espère ne pas être atteinte du sida.

Victimes de violence

La prostitution se pratique également dans les bateyes. Étant donné le haut niveau de tension sociale, les femmes qui se livrent à cette activité courent encore plus de risques que dans les villes. Outre les maladies vénériennes, elles s'attirent la colère des autres femmes et se trouvent fréquemment au centre de querelles qui se terminent parfois de façon tragique.

L'isolement rend les femmes vulnérables à toutes sortes de violence. Les chemins de terre battue qui longent les champs de canne constituent un danger pour les femmes et les fillettes. Beaucoup d'entre elles n'osent pas s'y aventurer seules, car elles courent le risque d'être violées. Lorsque cela arrive, on fait tout pour garder le viol secret. Lorsqu'une fillette ou une jeune fille a été violée et que cela se sait, celle-ci risque d'être violée de nouveau en plus de devenir un objet de dérision.

Des soins inadéquats

L'absence de soins médicaux est responsable de la mort de nombreuses femmes. A 23 ans, Sonia attendait son troisième enfant. Émaciée par la malnutrition et une maladie durant sa grossesse, elle ne pouvait compter sur l'aide de son conjoint qui buvait toute sa paye. Ses voisins lui apportaient un peu de nourriture chaque jour. Mais la maladie et l'absence de soins lui ont été fatales. Sonia est morte d'épuisement durant l'accouchement, laissant deux enfants en bas âge à un mari indifférent.

Filiane a eu plus de chance lorsqu'est venu le moment d'accoucher. Les douleurs ont commencé dans la nuit. Le batey se trouvait à sept kilomètres du village voisin. Filiane et son mari se sont mis en marche pendant la nuit. Au village, on a refusé de l'accoucher et on lui a dit de se rendre à la ville, dix kilomètres plus loin. Filiane a dû accoucher dans l'autobus qui la menait à la ville.

Même lorsqu'elles accouchent dans le batey, les femmes perdent beaucoup d'enfants à la naissance en raison du manque de propreté et de soins adéquats. Si l'enfant survit, il a de fortes chances de succomber à une maladie avant l'âge de cinq ans.

Un avenir sans lendemain

De quoi peuvent donc rêver les femmes des bateyes? Plusieurs rêvent de retourner en Haïti avec suffisamment d'argent pour ouvrir un petit commerce et habiter un logement adéquat. Elles rêvent d'enfants qui grandissent en santé, bien nourris et habillés convenablement. Mais pour presque toutes ces femmes, c'est un rêve inaccessible.

La plupart d'entre elles ne pourront jamais échapper aux conditions de vie dégradantes que leur imposent les bateyes. Mais ces conditions changeraient-elles après la récente élection de Leonel Fernandez à la magistrature de la République dominicaine?

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Charrier, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Kathleen Lévesque, Carole Montpetit, Brian Myles, Isabelle Paré, Louis Lapierre (adjoint au directeur de l'information), Jean-Pierre Legault (responsable des pages thématiques), Diane Précourt (pages éditoriales, responsable de la section Tourisme); Martin Ducloux et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographie); à l'information culturelle: Michel Bélar (responsable), Stéphane Baillargeon, Pierre Cayouette, Mario Cloutier, Paule des Rivières, Louise Leduc, Benoît Mungier, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Bérubé (responsable), Robert Dutrisc, Claude Lévesque, Serge Truffaut, Claude Turcotte; à l'information internationale: Sylviane Tremier (responsable), François Brousseau (éditorialiste), Jocelyn Coulon, Clément Trudel; à l'information politique: Pierre O'Neill, Jean Dion (correspondant parlementaire à Ottawa), Gilles Lesage (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire à Québec); à l'information sportive: Yves d'Avignon; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Marie-Claude Petit, Julie Tremblay (commis). La documentation: Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLI-CITÉ ET LE MARKETING Martine Dubé (directrice), Daniel Barbeau (directeur adjoint), Jacqueline Avril, Jean de Billy, Brigitte Cloutier, Gyslain Côté, Marlene Côté, Sylvie Hanna, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Gyslain Ouellet, Micheline Ruellan, Monique Vercaut (publicitaires), Sylvie Laporte, Nathalie Lemieux, Pierrette Rousseau, Micheline Turgeon, Francine Ouellet (secrétaire). LA PRODUCTION Jocelyn Arsenault (directeur des approvisionnements, distribution et production), Marie-France Turgeon (responsable de la production), Claudine Bédard, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Sylvain Lesage, Christian Vien, Olivier Zaida. SERVICE À LA CLIENTÈLE Johanne Brien (responsable), Evelyne Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Manon Blanchette-Turcotte, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne. L'ADMINISTRATION Yves Bouthiette (contrôleur), Dany Dépatie (adjointe à l'administration et responsable des ressources humaines), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-d'Arc Houde (secrétaire à la direction); CÉLINE FURY, Ghislaine Lafleur, Nathalie Perrier, Danielle Pouton, Danielle Ross. LE CONSEIL DU DEVOIR INC. Yves L. Duhaime (président), LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président), Roger Boissvert (vice-président exécutif et directeur général).

ACTUALITÉS

PETIT Incrédulité

SUITE DE LA PAGE 1

ville de Chicoutimi, a été évacuée dans la nuit de samedi à dimanche. Cette nuit-là, elle l'a passée à errer dans les quartiers touchés de la ville. «J'ai marché au alentours, je ne savais pas où aller. Et puis je suis partie. J'en avais assez, ça me débordait», raconte-t-elle.

Une Montréalaise en visite chez des cousines, Mélanie Kfoury, n'avait, elle, qu'une envie hier: retourner chez elle! «J'aime mieux les criminels de la rue Sainte-Catherine, ils sont moins dangereux! Et puis, à Montréal au moins, on ne court pas de risques en restant chez soi!»

À l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), des matelas sont posés sur le sol du complexe sportif. Quelque 700 personnes — sur près de 6000 évacuées dans cette ville — y dorment depuis samedi. Les autres sont prises en charge par des amis, de la famille ou par des âmes charitables. Des appartements libres sont aussi mis à la disposition des familles sinistrées.

À l'UQAC, l'incrédulité peut se lire sur le visage de plusieurs. Et tous se demandent quand ils pourront rentrer chez eux... si jamais leur maison tient le coup. «C'est incroyable! Ici, à Chicoutimi! On le voit à la télé, mais on ne pense pas que ça peut nous arriver», lance un jeune homme. Près de lui, une dame semble toujours se demander ce qui lui arrive. Elle a été évacuée si rapidement qu'elle a encore des bigoudis dans les cheveux.

Dans une petite cafétéria, une vingtaine de personnes ont les yeux rivés sur un grand écran qui diffuse, en direct, les dernières nouvelles. Pour l'occasion, toutes les stations régionales semblent s'être transformées en RDI local. Exit Atlanta...

À la radio, une ligne est ouverte pratiquement en permanence et des gens qui s'inquiètent de leur famille les supplient de donner des nouvelles. Mais dans un village coupé du reste du monde comme Rivière-Eternité, où ni le téléphone, ni l'électricité, ni les routes ne sont fonctionnels, la tâche semble plutôt ardue.

Une forte solidarité

L'entraide et la solidarité étaient palpables hier dans tous les endroits où étaient accueillis les sinistrés. Des dizaines de bénévoles se sont spontanément portés volontaires pour venir en aide aux délogés, comme Nancy

Simard, qui a guidé des gens samedi, jusqu'à minuit. Elle était de retour au poste à 6h30 du matin hier... et disait vouloir encore y passer la nuit. «C'est dans ces moments-là qu'on voit que tout le monde est vulnérable», dit-elle simplement.

Deux grands HLM, situés au centre-ville de Chicoutimi, ont dû être évacués. Parmi les locataires, beaucoup de gens âgés — qui, pour la plupart, n'ont pas eu le temps d'emporter leurs médicaments — et de personnes handicapées, ce qui ne facilite pas la tâche des bénévoles.

Une garderie a été aménagée dans les locaux de l'université, et des bénévoles ont même été affectés à la surveillance des animaux délogés!

«Tout le matériel disponible (lits, couvertures et médicaments) en province est actuellement dans la région», affirme Claudie Laberge, responsable des services aux sinistrés du Saguenay. Un peu fatiguée après une trop courte nuit, elle tente de calmer les esprits: «C'est beaucoup, parler de panique, c'est plus de la détresse. Les gens ont dû partir de chez eux sans avoir tout ce qu'il faut et ils ne savent pas quand ils pourront rentrer.»

Effectivement, l'atmosphère est fébrile, mais plusieurs réussissent à garder le sourire malgré leurs malheurs. «Notre village va être dans la "gazette", s'exclame, tout joyeux, un vieil homme de Ferland-Boileau, qui a dû être évacué par hélicoptère jusqu'à la base militaire de Bagotville, près de LaBaie. Là aussi des matelas sont étendus dans un gymnase. On y attendait hier des centaines de personnes.

Ironie du sort, le manque d'eau se révèle être l'un des plus graves problèmes des habitants de la région. «Nous n'avons plus d'eau depuis hier et nous avons fait le tour des dépanneurs de la ville: il n'y en a plus nulle part», affirme Collette Maltais, qui demeure chez sa sœur de peur de se retrouver isolée dans sa maison du rang Sainte-Famille. «Ce matin, je me suis brossé les dents avec du Seven Up!»

Derrière sa maison, la rivière Langevin est déchaînée: elle a emporté un pont, une maison et en menace sérieusement une autre. Même si aujourd'hui il y a un toit dans sa cour, Collette garde son humeur, bien qu'un peu cynique: «Nous avons la région qui a le plus haut taux de chômage au Canada. Mais avec tout le travail de réparation que nous aurons à faire, ça ne sera bientôt plus le cas!»



PHOTOS PC

MORTS Phénomène exceptionnel

SUITE DE LA PAGE 1

Les dommages matériels sont estimés à au moins une quinzaine de millions de dollars, mais ce montant pourrait doubler dans les prochains jours.

Les inondations sont principalement provoquées dans la région du Saguenay par le débordement des rivières Chicoutimi et Aux Sables, qui puisent leur source du lac Kénogami — situé au sud de Jonquière. Il serait tombé près de 277 mm de pluie au Saguenay au cours des derniers jours.

Selon les autorités, il s'agit d'un phénomène météorologique d'une ampleur encore jamais observée auparavant. En quelques heures, les cours d'eau se sont transformés en torrents déchaînés. Le force du courant de plusieurs d'entre eux a même atteint un débit destructeur de 500 m³ à la minute — 900 m³ pour la rivière Chicoutimi et 650 m³ pour la rivière Aux Sables.

La Sécurité publique évaluait hier le nombre total de sinistrés à quelques quinzaines de milliers. Hier, 5000 personnes ont été évacuées à Chicoutimi; 8500 à Arvida-Jonquière, dont plusieurs auraient pu réintégrer leur résidence hier soir; et 2000 à La Baie. Ces gens ont été logés dans les gymnases des polyvalentes de la région, sur la base de Bagotville — environ 1000 personnes —, et dans les familles et chez les amis des sinistrés.

Le petite municipalité d'Anse-Saint-Jean est quant à elle complètement isolée du monde. Les lignes téléphoniques et l'électricité ont été coupées et la route pour s'y rendre a été détruite. Paul Saint-Pierre, coordonnateur de la Sécurité civile au Saguenay, a déclaré «qu'un pont aérien serait créé pour acheminer de la nourriture à ces sinistrés».

Pour évacuer ou acheminer de la nourriture à des populations isolées, la Sécurité civile a à sa disposition des hélicoptères de l'armée canadienne, de la Sûreté du Québec et d'entreprises privées.

Plusieurs étaient inquiets concernant la capacité d'accueil des hôpitaux de la région. Le sous-ministre adjoint à la direction générale de la Sécurité civile, Charles Côté,

a précisé hier en conférence de presse, à Jonquière, «que les effectifs actuels étaient suffisants». Afin d'aider les autorités locales et les sinistrés, 175 militaires de la base de Valcartier devaient installer hier, à la base de Bagotville, un hôpital de campagne. Les autorités se sont dites inquiètes concernant le choc psychologique post-traumatique chez plusieurs personnes qui ont tout perdu. À cet effet, des services de psychologues seront à la disposition de la population au cours des prochains jours.

Le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry, s'est rendu hier à Jonquière en compagnie de Jacques Brassard et Robert Perreault, respectivement ministre des Transports et ministre de la Sécurité publique. M. Landry, qui a survolé la région en avion et en hélicoptère, s'est dit stupéfait par l'ampleur de la dévastation, la qualifiant «d'apocalyptique».

Il a déclaré que la situation semblait se stabiliser pour l'instant, mais que tous les «ouvrages» menacés — les digues de terre et de béton puis les barrages — étaient sous «surveillance constante». «La situation pourrait se détériorer si jamais ces ouvrages venaient à céder sous la pression des eaux», a-t-il ajouté.

Il estime par ailleurs qu'il faudra plusieurs jours et, dans certains cas, plusieurs semaines avant que la circulation et l'activité économique de la région puissent revenir à la normale. À la suite du bris du réseau ferroviaire et de la destruction de plusieurs ponts sur les routes, les compagnies Alcan et Abitibi Price devaient arrêter hier momentanément la production dans leur usine.

Hier matin, la Sécurité civile craignait que le niveau du lac Kénogami — au nord du parc des Laurentides — monte encore et déverse un débit d'eau supplémentaire dans les rivières Chicoutimi et Aux Sables, mettant de la pression sur les barrages des deux rivières. Hier, vers 17h, le niveau du lac s'était stabilisé à 165,80 mètres, 20 cm au-dessus de son niveau habituel. Selon un porte-parole de la Sécurité civile, les barrages et les digues des rivières devraient tenir le coup.



Images du drame

Jamais un tel désastre n'avait frappé les régions du Saguenay, de Charlevoix et de la Côte-Nord. Dans la photo du haut, une maison est en train de s'écrouler dans la rivière Aux Sables, à Jonquière. La moitié de cet édifice de 18 appartements avait déjà été emportée par la crue.

Ci-contre, une dame en larmes au moment où elle arrive avec sa famille au Centre de crise de Bagotville, après avoir été évacuée.

MATHILDE Une assiettée de moutarde

SUITE DE LA PAGE 1

— Chez Charlot? demande Samm. C'était quoi?

— Une manière de restaurant: deux tables banales et un long comptoir sur lequel on retrouvait de gros pots remplis d'œufs dans le vinaigre, de ketchup, de relish et de moutarde. Après avoir convaincu Mathilde de s'asseoir avec moi à l'une des tables, je lui ai demandé ce que je pouvais bien lui offrir. C'était la première fois qu'elle mettait les pieds dans un restaurant. L'un après l'autre, elle a regardé les gros pots sur le comptoir, s'imaginant sans doute que c'était là tout ce que Chez Charlot on était en mesure d'obtenir. Mathilde a allongé le bras dont je devinais le satiné de la peau sous le tissu qui l'enrobait et, après quelques moulinets de sa main gantée, elle a montré le gros pot de moutarde. J'ai fait venir Charlot à la table et j'ai commandé pour Mathilde et moi deux assiettées de moutarde. Mathilde n'a même pas grimacé en mangeant toute cette moutarde-là à la petite cuiller. Mais rien qu'à voir Charlot se tordre de rire derrière son comptoir, elle s'est bien rendu compte que je n'avais pas été à la hauteur des usages du manger et tel que même aux Trois-Pistoles, ça devait se vivre. Mathilde ne m'en a toutefois laissé rien voir, préférant attendre le jour de sa revanche.

— C'est-à-dire?

Mon père se penche pour prendre le portuna qui, à ses pieds, est sous le tableau de bord. Il y glisse la main, à la recherche du petit fiasco de gros gin qui s'y trouve. Il le débouche avant de porter le goulot à ses lèvres. Puis, après s'être essuyé la bouche du revers de la main, il dit:

— J'étais amoureux de Mathilde. Une semaine après sa visite aux Trois-Pistoles, j'ai loué un cheval et son attelage, et je suis monté à Saint-Jean-de-Dieu. Il neigeait comme aujourd'hui. Avant de me laisser passer au salon où Mathilde m'attendait, ma future belle-mère m'a dit: «Tu vas d'abord retourner dehors afin d'y trouver avec ta langue la corde à tisser la neige. Sinon, jamais ma fille ne sera pour toi.» Je me suis donc retrouvé sur la galerie, à essayer de deviner ce que pouvait bien être cette fameuse corde à tisser la neige avec ma langue. J'aurais sûrement passé toute la soirée là si mes futurs beaux-frères n'étaient pas sortis à leur tour. Ils ont ouvert démesurément leur bouche, tiré la langue et avalé de la neige. J'ai fait comme eux. Puis ils se sont mis à rire de moi, heureux du tour que ma future belle-mère m'avait joué pour venger Mathilde et l'assiettée de moutarde que je lui avais fait manger Chez Charlot. Après, il y a eu les fiançailles, puis le mariage.

— Ça c'est passé comment?

— Comme pour n'importe quelles fiançailles et n'importe quel mariage, surtout quand ça a lieu dans la période des Fêtes. Assis dans des fauteuils braquetés de braquettes dorées, ton grand-père Antoine et ton grand-père Bartholoméé trônaient au milieu du salon, Bartholoméé un brin mal à l'aise parce que, petit de taille, il avait mis sous ses fesses deux gros catalogues pour ne pas paraître trop dépareillé à côté de mon père autrement plus grand que lui. Je me rappelle surtout la musique dont tout le monde jouait, ma mère à l'accordéon et ma belle-mère au violon, qu'elle tenait sous son sein droit parce

qu'elle était gauchère. De mon mariage avec Mathilde, je ne me souviens pas d'autre chose.

Je sais bien que mon père ne dit pas toute la vérité. Il ne veut pas parler de toute la bagosse qui s'est bue ces jours-là dans la maison du huitième rang de Saint-Jean-de-Dieu. Les coudes se levaient haut et fort, les tasses de faïence vidées dès que remplies. L'oncle Phil, pourtant lacordaire, était à l'abreuvoir et ne ménageait pas sa peine pour que le monde ait tout son content de bagosse. Au petit matin, la maison s'était perdue dans ses alentours, devenant le haut lieu d'un théâtre sauvage, celui que mon père et l'oncle Phil maîtrisaient quand, aux Trois-Pistoles, ils se désuissaient en femmes pour acter follement dans ces séances qu'au temps des Fêtes, ils improvisaient sur la petite scène de la salle paroissiale. Enfant, j'ai assisté à quelques-unes de ces séances-là, fasciné: cette robe fleurie que mon père portait, deux gros pamplemousses en guise de seins, et que l'oncle Phil voulait lui voler. Ça n'avait évidemment aucun bon sens, sauf pour l'enfant que j'étais et qui rêvait sans doute aux seins de sa mère qu'il n'avait jamais vus. Mais comment le faire maintenant assavoir à mon père? Et quoi lui dire pour qu'il me parle vraiment de ce qui s'est passé dans cette maison du huitième rang de Saint-Jean-de-Dieu quand il a épousé ma mère?

Plutôt que d'interroger mon père, je voudrais me retrouver avec Samm sur la banquette arrière de la vieille Cadillac blanche aux grands ailerons lumineux. J'ai besoin de la chaleur de Samm pour que la maladie de mon père ne refasse pas surface, ni dans son corps ni dans le

mien. Je vois bien que parler autant l'épuise: son grand corps osseux s'est affaissé, les nerfs tressautent dans son cou, un petit filet de bave coule sur son menton. Je dis:

— Peut-être voudrais-tu qu'on entre maintenant dans la maison?

— Je souhaite seulement qu'on s'en aille. Sur la route qui va nous mener à Saint-Paul-de-la-Croix, je raconterai la fin de notre nuit de noces, à Mathilde et à moi.

— Ne te sens pas obligé en rien.

— Se sentir obligé pour quoi que ce soit n'est plus de mon âge.

Assise sur la banquette arrière, Samm me passe la main dans les cheveux, comme pour abolir la distance qui me sépare d'elle. Elle ne doit pas comprendre grand-chose à la complicité que moi lie à mon père. Nous sommes si loin de la Pointe-Bleue et du Lac Piekouagami, si loin de la vie rouge et montagnaise! Comme elle doit trouver le temps long! Quand je le lui dis, elle m'embrasse dans le cou:

— Je suis avec toi, je suis avec ton père et je ne m'ennuie pas. J'ai hâte de voir Saint-Paul-de-la-Croix.

Je la vois qui me sourit dans le rétroviseur puis mon père me frappe la cuisse de son poing fermé pour m'inciter à lancer la vieille Cadillac blanche aux grands ailerons lumineux vers le pays de Saint-Paul-de-la-Croix. La neige tombe toujours, mais comme par couettes filandreuses. A mon tour, je ferme le poing et frappe la cuisse osseuse de mon père:

— Raconte maintenant la fin de votre nuit de noces, à Mam et à toi. Tu veux bien?

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00
2050, RUE DE BLEURY, 9E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ
AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399 / télécopieur (514) 985-3390
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

SERVICE DES ABONNEMENTS
Les numéros de téléphone suivants
sont valables pour le service
de livraison par camélot et
pour les abonnements postaux.
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30
Montréal (514) 985-3355 / télécopieur (514) 985-3390
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559